



COMITÉ POUR L'ABOLITION DES DETTES ILLÉGITIMES

RAPPORT NARRATIF DU PROGRAMME

2014-2016

« FAIRE DE L'AUDIT DE LA DETTE ET
DE L'ANNULATION DES DETTES ILLÉGITIMES
UNE QUESTION TRANSVERSALE
DU DÉBAT DE SORTIE DE CRISE
AU SUD COMME AU NORD. »

Table des matières

LEXIQUE DES ACRONYMES.....	4
RÉSUMÉ DU PROGRAMME.....	7
I. Les principaux résultats du programme en 2014-2016.....	7
A. Les concepts d’audit de la dette et de dettes illégitimes sont progressivement mis en avant à l’international et en Belgique par des mouvements sociaux, des médias et des décideurs politiques, grâce au travail du CADTM.....	7
B. Le rôle des bénévoles est au cœur de la stratégie du CADTM et leur implication va en s’intensifiant.....	8
C. Les thématiques transversales du genre et de l’environnement sont développées dans le plaidoyer et le fonctionnement du CADTM.....	9
D. Le CADTM s’appuie sur le contexte belge pour pousser les décideurs politiques à mettre la question des fonds vautours à l’agenda politique au niveau international.....	10
E. La diffusion de l’analyse du CADTM gagne en ampleur, notamment grâce à un travail en profondeur d’amélioration des outils et de diversification de nos formats d’intervention.....	11
F. Le réseau du CADTM et ses collaborations se renforcent donnant plus de visibilité et d’impacts aux revendications du CADTM Belgique.....	11
II. Les principales difficultés rencontrées.....	13
III. Évolutions et réorientations significatives liées à la mise en œuvre de l’ensemble du programme ou de certaines de ses parties essentielles.....	14
IV. Leçons tirées du programme et de l’année 2016.....	17
V. Continuité du programme 2017-2021.....	19

OS 1 : LES CITOYENS FRANCOPHONES RÉSIDANT EN BELGIQUE INFORMÉS DES ACTIVITÉS DU CADTM BELGIQUE SE MOBILISENT EN FAVEUR DE L'AUDIT DE LA DETTE ET DE L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD

.....	20
1. Fiche descriptive de l'OS 1.....	20
2. État d'avancement de l'OS 1 : « Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent en faveur de l'audit de la dette et de l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord ».....	21
a) Concernant le Résultat 1 : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé sur l'audit de la dette et la notion de dette illégitime.....	21
b) Concernant le Résultat 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur l'audit de la dette et le concept de dette illégitime.....	23
c) Concernant le Résultat 3 : Les grands médias francophones en Belgique ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le CADTM.....	24
3. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies.....	26
4. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats.....	29
5. Leçons tirées de 2016 et du programme.....	30
6. Impact et continuité dans le programme 2017-2021.....	30
7. Tableau.....	31

OS 2 : « LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE, AUX NIVEAUX EUROPÉEN ET INTERNATIONAL, AVANCE L’AUDIT DE LA DETTE ET L’ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD COMME REVENDICATIONS PRIORITAIRES »	34
1. Fiche descriptive de l'OS 2.....	34
2. État d'avancement de l'OS 2 : « Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, avance l’audit de la dette et l’annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord comme revendications prioritaires ».....	35
a) Concernant le résultat 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées.....	35
b) Concernant le Résultat 2 : Les responsables des organisations collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde.....	36
c) Concernant le Résultat 3 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde.....	37
3. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies.....	37
4. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats.....	38
5. Leçons tirées de 2016 et du programme.....	39
6. Impact et continuité dans le programme 2017-2021.....	39
7. Tableau.....	39

OS 3 : LE GOUVERNEMENT BELGE, LES AUTORITÉS EUROPÉENNES ET LES IFI SONT INTERPELLÉS SUR L’AUDIT ET L’ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD.....	42
1. Fiche descriptive de l'OS 3.....	42
2. État d'avancement de l'OS 3 : « Le gouvernement belge, les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sont interpellés sur l’audit et l’annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord ».....	42
a) Concernant le Résultat 1 : Les parlementaires belges et européens interpellent le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord.....	43
b) Concernant le Résultat 2 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord.....	44
c) Concernant le Résultat 3 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique et en Europe interpellent ensemble directement les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord.....	46
3. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies.....	47
4. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats.....	48
5. Leçons tirées.....	48
6. Impact et continuité dans le programme 2017-2021.....	49
7. Tableau.....	50

LEXIQUE DES ACRONYMES

ACODEV : Fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement

AFRODAD : African Forum and Network on Debt and Development

AG : Assemblée générale

AMR : Assemblée mondiale du réseau CADTM

AMS : Assemblée des mouvements sociaux

APD : Aide Publique au Développement

ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

AVP : les Autres Voix de la Planète (revue trimestrielle du CADTM Belgique)

BAD : Banque Africaine de Développement

BM : Banque mondiale

CAD Mali : Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement du Mali (membre du CADTM International)

CADD Bénin : Centre d'Auto-promotion pour le Développement Durable du Bénin (membre du CADTM International)

CADTM AYNA : CADTM Abya Yala Nuestra América= CADTM Amérique Latine-Caraïbes

CEPRÉ : Centre d'Éducation Populaire régional

CETIM : Centre Europe-Tiers Monde (Suisse)

CETRI : Centre Tricontinental (Belgique)

CI : Conseil international du Forum Social Mondial

CI DU RÉSEAU CADTM : Conseil International du réseau CADTM

CIRDI : Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (instance d'arbitrage du groupe Banque mondiale)

CNCD : Centre National de Coopération au Développement

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

CSC : Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique

CTB : Coopération Technique Belge

DESC : Droits Économiques Sociaux et Culturels

DUDH : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU

EURODAD : European Network on Debt and Development

FGTB : Fédération Générale du Travail de Belgique

FIAN : FoodFisrt Information and Action Network

FMI : Fonds Monétaire International

FSM : Forum Social Mondial

FUGEA : Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs

G20 : Groupe des 20 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie et l'Union européenne représentée par la présidence tournante du Conseil européen et par la Banque centrale européenne)

GNC : Groupe National de Coordination du CADTM Belgique

IFI : Institutions Financières Internationales

IIRF : Institut international de Recherche et de Formation d'Amsterdam

ITECO : Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale

LATINDADD : Réseau latino-américain sur la dette, le développement et les droits

MMF : Marche Mondiale des Femmes (réseau international)

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

ODD : Objectifs de développement durable

ODG : Observatorio de la Deuda en la Globalizacion (Espagne)
OID : Observatoire International de la Dette
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
OS : Objectif spécifique
PAS : Plans d'ajustement structurel
PED : Pays en développement
PIDCP : Pacte international sur les droits civils et politiques
PIDESC : Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels
PMA : Pays les Moins Avancés
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
PV : Procès-verbal
RTBF : la Radio Télévision Belge de la Communauté française
SI PARTAGÉ : Secrétariat international partagé (du réseau CADTM)

NOTA BENE :

Le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Le terme « partenaire » désigne les organisations membres du réseau international CADTM. Ces organisations sont liées par la Charte de fonctionnement et la Charte politique du réseau CADTM (voir en annexe).

Le terme « collaborateur » désigne les organisations avec lesquelles le CADTM Belgique collabore, sans qu'il n'y ait pour autant de convention de collaboration.

Quand nous utilisons l'appellation CADTM sans mentionner Belgique, nous faisons bien référence au CADTM Belgique.

PARTIE GÉNÉRALE

	Atteint	Partiellement atteint	Non atteint	Explications : voir page correspondante dans le rapport narratif
OS 1 : Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent en faveur de l'audit de la dette et de l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord	X les indicateurs globaux de l'OS 1 ont été atteints et les 3 résultats sont atteints, voire dépassés			p. 20
OS 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, avance l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord comme revendications prioritaires	X les indicateurs globaux de l'OS 2 ont été atteints et les 3 résultats sont atteints, voire dépassés			p. 34
OS 3 : Le gouvernement belge, les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sont interpellés sur l'audit et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord	X les indicateurs globaux de l'OS 2 ont été atteints et les 3 résultats sont atteints, voire dépassés			p. 42

RÉSUMÉ DU PROGRAMME

I. Les principaux résultats du programme en 2014-2016

A. Les concepts d'audit de la dette et de dettes illégitimes sont progressivement mis en avant à l'international et en Belgique par des mouvements sociaux, des médias et des décideurs politiques, grâce au travail du CADTM

L'action du CADTM durant ce programme a porté ses fruits. Au Sud tout d'abord, depuis la chute du dictateur Ben Ali, le CADTM Belgique a multiplié les références à la Tunisie dans son plaidoyer et ses interpellations politiques, élaborés en lien avec son partenaire tunisien RAID-ATTAC-CADTM Tunisie. Fin 2015, une large campagne populaire pour un audit de la dette tunisienne est lancée. Dans la foulée, un projet de loi portant sur la création d'une commission d'audit avec participation de la société civile est déposé en juin 2016 par 73 parlementaires tunisiens mobilisant l'expertise du CADTM. Malheureusement celui-ci ne sera pas adopté. En 2016 nous avons interpellé les parlementaires belges et européens sur la Tunisie afin d'obtenir leur soutien au projet d'audit. Une eurodéputée, M-C Vergiat a publié un communiqué de soutien à la proposition de loi en citant explicitement le CADTM : <http://www.cadtm.org/Soutien-a-la-proposition-de-loi>.

Un des temps forts de ce programme fut sans conteste la mise en place de la Commission pour la vérité sur la dette grecque en avril 2015 par l'ancienne présidente du parlement grec et qui en a confié la coordination scientifique à Eric Toussaint, président du CADTM Belgique et un des porte-paroles du réseau international. Plusieurs permanents et militant/e/s du CADTM Belgique et d'autres organisations membres du réseau CADTM International ont participé à ces travaux. Dès 2014, nous avons renforcé notre collaboration avec des parlementaires nationaux (grecs, belges..) et européens, qui mettaient en avant l'outil de l'audit et le concept de dette illégitime. Et malgré la capitulation de Syriza à l'été 2015, nous avons poursuivi notre travail sur la Grèce en 2016, notamment autour de deux axes. D'une part, la vulgarisation et la diffusion des conclusions de la commission d'audit auprès d'un public belge et européen. Un film d'animation, traduit en plusieurs langues, a notamment été réalisé en 2016 par un militant du CADTM Belgique : <http://www.cadtm.org/La-dette-grecque-une-tragedie,13738>. Et un court documentaire revenant sur cette expérience inédit en Europe, sortira en avril 2017.

D'autre part, l'interpellation du gouvernement belge quant à sa responsabilité vis-à-vis de la Grèce *via* des questions parlementaires (cf. OS3) et des tribunes publiées dans les grands médias francophones (cf.OS1).

En Espagne, après les élections municipales de 2015, à l'issue desquelles des formations politiques progressistes ont remporté plusieurs grandes villes d'Espagne, notre collaboration avec des décideurs politiques s'est poursuivie et renforcée. En mars 2016 un réseau municipaliste contre les dettes illégitimes a vu le jour et réunit plus de 100 municipalités avec le soutien d' élu/e/s espagnol/e/s et européen/ne/s ainsi que des représentant/e/s des mouvements sociaux. Le texte fondateur de ce réseau, le manifeste d'Oviedo, a été élaboré avec le concours du CADTM et est le fruit de plusieurs rencontres entre des membres du CADTM et ses nouvelles administrations.¹ Tout cela se réalise bien entendu en étroite collaboration avec les organisations de la société civile espagnole dont la PACD, membre actif du réseau ICAN (International Citizen debt Audit Network) créé en 2012 et dont nous sommes moteur. L'exemple espagnol démontre ainsi la pertinence de

¹ Voir : <http://www.cadtm.org/Manifeste-d-Oviedo>

travailler de concert avec les mouvements sociaux et les partis politiques, comme le fait le CADTM depuis de nombreuses années.

Ces coups de projecteur sur l'audit et les dettes illégitimes au niveau international ont eu d'importantes répercussions en Belgique en termes de nombres d'articles du CADTM ou y faisant référence relayés par la presse mainstream et alternative, mais aussi de demandes d'intervention sur nos thématiques de la part d'associations, syndicats, universités, mouvements sociaux... La plateforme belge d'audit citoyen, ACiDe, a également contribué à la réalisation et visibilité de la commission d'audit grecque. Un député fédéral s'est même rendu à Athènes lors de la présentation de son rapport préliminaire. Concernant l'Espagne, lors de notre prochain programme, les rencontres du réseau des municipalités contre la dette illégitime vont se poursuivre et le CADTM entend organiser des rencontres avec des élu/e/s belges et européen/ne/s.

La reconnaissance de l'expertise et de l'analyse du CADTM s'est nettement renforcée durant ce programme, si bien que le CADTM est devenu une référence incontournable et internationale sur les questions de l'endettement au Sud comme au Nord.

En témoigne, également, les nombreuses sollicitations du CADTM par les organes des Nations Unies (notamment la CNUCED) que ce soit par exemple sur l'instauration d'un cadre juridique pour les restructurations des dettes en 2015 mais aussi sur les instruments juridiques de luttres contre les fonds vautours en 2015 et 2016. (cf. OS3)

B. Le rôle des bénévoles est au cœur de la stratégie du CADTM et leur implication va en s'intensifiant

Tout au long du programme nous avons œuvré à ce que les bénévoles prennent une place croissante dans la vie du CADTM et ce, à plusieurs niveaux.

Ce programme a vu la redynamisation des groupes locaux : le CADTM Liège et le CADTM Bruxelles, qui ont organisé de nombreuses activités en 2014, 2015 et 2016 dont les Lundis contre la dette (Liège), les Comptoirs de la dette (Bruxelles) et des week-end de formation (par exemple, un week-end de formation sur les alternatives au système dette et capitaliste à Liège en juillet 2015 ; un week-end de formation sur les banques en novembre 2016 à Bruxelles).

Un des leviers utilisés par le CADTM pour renforcer les capacités de ses bénévoles à s'appropriier et donc présenter son analyse fut la formation à l'animation d'outils pédagogiques *via* l'organisation de plusieurs week-end résidentiels (deux en 2014 et un en avril 2015 pour « répondre aux questions qui piquent »). Les résultats ont été très positifs dans la mesure où des bénévoles animent ou co-animent aujourd'hui des formations avec des permanent/e/s. Des bénévoles ont même créé de nouveaux outils pédagogiques pour vulgariser l'analyse du CADTM. Voir par exemple, la brochure « Répondre aux questions qui piquent » éditée en 2016 et rédigée par le CADTM Liège suite au week-end de formation du même nom. Un projet de réalisation de courtes capsules vidéos qui vulgarise le contenu du rapport d'audit grec est également en cours de réalisation par des bénévoles.

Le renforcement des bénévoles passe aussi par la tenue de plusieurs autoformations, telles que celles faites à Amsterdam en novembre 2015 et 2016 en présence de bénévoles et de membres de notre réseau international. En effet, ces formations internes précèdent le cycle de formation de l'IIRE d'Amsterdam, auquel participe chaque année une délégation du CADTM International. Ce type de formations permet de les renforcer à la fois sur les thématiques et l'analyse développées par le CADTM, ainsi que sur leur connaissance du réseau international du CADTM, grâce à la rencontre de ses membres.

En plus des aspects logistiques essentiels à la réalisation de nos activités, les bénévoles du CADTM ont pris en charge la modération de plusieurs ateliers lors des « 8 heures contre la dette illégitime » (une journée de formation destinée au grand public) organisée en décembre 2016, à Bruxelles. La plénière d'ouverture sur les liens entre dette et capitalisme a été préparée et animée, par exemple, par une bénévole. Ce qui montre une maîtrise renforcée des thématiques de travail et l'analyse du CADTM.

Au-delà de l'appropriation et la diffusion de l'analyse du CADTM, nous avons également amélioré l'implication des bénévoles dans l'élaboration et le réajustement de la stratégie du CADTM Belgique. En 2016, deux assemblées militantes se sont tenues : une en juin 2016 sur les thématiques d'intervention pour le CADTM et une deuxième en novembre 2016 sur des points à améliorer ou à renforcer au sein du CADTM (diffusion des publications, communication interne...)
Cette dynamique va se poursuivre dans notre prochain programme.

C. Les thématiques transversales du genre et de l'environnement sont développées dans le plaidoyer et le fonctionnement du CADTM

Les thématiques du genre et de l'environnement sont transversales dans le travail du CADTM et font l'objet d'une réelle préoccupation, que ce soit au niveau de notre expertise et plaidoyer que nos pratiques concrètes.

En ce qui concerne la thématique du genre, deux outils pédagogiques portant spécifiquement sur l'impact de l'austérité sur la vie et les droits des femmes ont vu le jour au cours de ce programme : une mallette pédagogique intitulée « Austérité et Dette, les femmes s'en mêlent » (2014) et un outil « V'là la facture », autour duquel fut lancée une campagne nationale en 2015. Ces réalisations sont le fruit d'un travail de synergies, puisque la mallette a été conçue par Vie Féminine avec le soutien et l'expertise du CADTM et « V'là la facture » par un collectif féministe du même nom, dont le CADTM est membre. Ces collaborations sont d'autant plus fructueuses, qu'elles nous ont permis de créer un effet multiplicateur pour la diffusion de notre expertise en termes de genre, dans la mesure où nos collaboratrices mentionnent les concepts d'audit et de dettes illégitimes dans leur plaidoyer (cf. OS3).

La thématique du genre a également été très développée dans l'analyse de notre réseau international, à travers la question du microcrédit, qui affecte particulièrement les femmes. De nombreux articles ont été publiés sur notre site internet. Un séminaire de renforcement des capacités des femmes ainsi qu'une caravane pour médiatiser cette question ont eu lieu en 2014 à Ouarzazate.

En ce qui concerne la thématique de l'environnement, deux publications portant sur les liens entre destruction de l'environnement et dettes publiques ont été éditées en 2014 : *La dette cachée de l'économie* et *Dette et extractivisme*. Le numéro de l'AVP, la revue du CADTM, du deuxième trimestre 2016 était consacré également à la question de la dette écologique

Le CADTM a tout au long de ce programme maintenu sa vigilance afin de mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement et remettant en cause la division sexuée des rôles. Nous avons ainsi rationalisé nos déplacements d'avion afin d'en réduire le nombre et avons adopté un protocole mails, dont la trop grande quantité polluent énormément. Nous avons également intégré le critère écologique dans le choix de nos fournisseurs (papiers, boissons, café...).

Concernant le genre, il s'est agi notamment d'appliquer la parité pour les interventions lors d'ateliers ou dans la représentation du CADTM lors d'événements altermondialiste ou du réseau. D'ailleurs, lors de l'Assemblée mondiale du réseau d'avril 2016, un amendement à la charte de fonctionnement

quant au principe de parité a été adopté afin de renforcer son application.

Cette vigilance est un processus sur long terme et permanent, c'est pourquoi nous nous appliquerons à la maintenir et la renforcer lors du prochain programme *via* l'édition de publications sur le sujet mais surtout avec la réalisation d'une évaluation externe sur la prise en compte du genre et de l'environnement au sein du CADTM.

D. Le CADTM s'appuie sur le contexte belge pour pousser les décideurs politiques à mettre la question des fonds vautours à l'agenda politique au niveau international

Depuis de nombreuses années, le CADTM alerte sur les pratiques illégitimes et néfastes des fonds vautours, ces fonds d'investissement qui rachètent à prix cassé les dettes des pays en crise pour en exiger ensuite, notamment par voie judiciaire, le paiement au prix fort. En 2014, nous nous sommes appuyés sur l'actualité du procès perdu de l'Argentine, pour publier de nombreux articles² et communiqués relayés par les grands médias. Afin de sensibiliser les décideurs belges mais aussi les citoyens belges à ce danger, nous avons organisé fin 2014 un séminaire au sénat belge sur les outils juridiques à notre disposition pour lutter contre les actions des fonds vautours.

Ce travail de longue haleine, mené en synergie avec d'autres organisations au premier rang desquelles le CNCD-11.11.11 et son homologue flamand, a abouti en juillet 2015 au vote (à l'unanimité) d'une loi qui limite l'activité des fonds vautours.

En 2016, cette loi a été attaquée par le fonds *NML Capital* appartenant à *Elliott*, et le CADTM, toujours en collaboration avec le CNCD-11.11.11 et 11.11.11 s'est engagé à défendre cette loi en intervenant dans le litige aux côtés de l'État belge.³

De plus, nous avons lancé une campagne début 2017 autour de ce procès afin de continuer à sensibiliser les citoyens belges aux actions néfastes des fonds vautours et leur volonté de faire annuler la loi belge. Cette campagne s'appuie sur plusieurs leviers et outils, tels que des articles, une brochure pédagogique, des conférences de presse et une pétition, signée à ce jour par de nombreuses organisations belges et internationales : <http://www.cadtm.org/Petition-pour-defendre-et>

Au-delà de défendre la loi belge, un des objectifs de cette campagne est d'en faire la promotion au niveau international en faisant du contexte belge une source d'inspiration. Pour cela, en complément des interpellations des autorités belges, les interpellations politiques réalisées au niveau international, particulièrement dans le cadre de l'ONU, ont été très importantes que ce soit dans le cadre du conseil des Droits de l'Homme en 2015 en partenariat avec le CETIM (qui a le statut d'observateur à l'ONU), de la CNUCED en 2016 ou encore les liens avec l'expert Juan Pablo Bohoslavsky qui cite régulièrement le CADTM dans ses rapports. Un comité consultatif mis sur pied dans le cadre du conseil des Droits de l'Homme sur la question spécifique des fonds vautours a sorti son rapport en 2016. La généralisation de dispositifs juridiques à l'instar de celui de la loi belge figure parmi ses recommandations. Pour répondre à cet objectif d'internationalisation de la loi belge nous collaborons avec plusieurs mouvements, associations, ONG travaillant sur la dette, particulièrement en France et au Royaume-Uni.

2 Précisons que sur le site internet du CADTM il y a une rubrique « Fonds vautours » : <http://www.cadtm.org/Fonds-vautours?lang=fr>

3 Voir : <http://www.cadtm.org/La-societe-civile-belge-engage-une>

E. La diffusion de l'analyse du CADTM gagne en ampleur, notamment grâce à un travail en profondeur d'amélioration des outils et de diversification de nos formats d'intervention

Le programme 2014-2016 a également été riche en amélioration des outils de communication du CADTM. En 2015, nous avons lancé un « nouveau » site internet comprenant de nombreux changements (rubriques thématiques, intégration des réseaux sociaux...). À noter que la fréquentation du site a été en hausse tout au long du programme (avec un pic en 2015, du fait de l'actualité liée à la Grèce). Le bulletin d'information a également été repensé en 2015 pour le rendre plus attractif. Il intègre désormais un éditio, qui permet de résumer en quelques lignes les informations principales. Toujours dans la perspective de hiérarchiser au mieux les contenus, nous avons opéré début 2017 quelques ajustements de mise en page du bulletin.

Notre revue, intitulée « Les Autres Voix de la Planète » (AVP) a elle aussi connu une transformation d'ampleur. Nous sommes passé d'un trimestriel à un semestriel, qui aborde à chaque fois une thématique précise sous plusieurs angles. Comme par exemple, la dette écologique et la dette sociale en 2016. Une nouvelle maquette, un nouveau logo et un papier plus naturel ont accompagné ce changement. Le nombre d'abonnement a augmenté entre 2015 et 2016.

Lors de notre prochain programme DGD, nous avons programmé une évaluation sur nos outils de communication afin d'apprécier, entre autres, l'impact des améliorations réalisées dans le programme précédent.

Le CADTM a édité de nombreuses publications durant ce programme, sur diverses thématiques : la dette écologique, les banques, les audits de la dette et les alternatives... Nous avons aussi diversifié les supports avec l'édition d'un DVD sur Dexia, et la publication de brochures pédagogiques, comme « Répondre aux questions qui piquent ».

Nos formats de formations furent aussi l'objet d'une réflexion permanente pour les améliorer. Réflexion alimentée par les évaluations des participant/e/s, menées à chaque événement. Un des plus grands changements opérés fut le passage des Rencontres d'été en 2014, c'est-à-dire un week-end résidentiel, aux 8 heures contre la dette illégitime en décembre 2016, qui s'est déroulé à Bruxelles sur une journée. Mais cette question du format de nos grands événements de sensibilisations et formation est toujours en réflexion et nous poursuivrons les adaptations lors du prochain programme.

Notons, une action originale du CADTM, menée en 2016 à l'occasion du 60e anniversaire du Club de Paris. Il s'agissait de lancer un canular (que nous avons très vite démenti) quant à l'institutionnalisation de ce club jusque-là informel et l'annulation de la dette grecque, toujours par ce même groupe de pays créanciers, sur base de critères sociaux. Ce type d'action, qui s'appuie sur des techniques de communication, a eu un très fort impact en termes de fréquentation de notre site, qui a connu un pic très important (jeudi 2 juin : 21826 visiteurs, contre une moyenne habituelle de 5600, et cela s'est prolongé les jours suivants). Cela nous a également permis de bénéficier de retombées médiatiques dans les grands médias, comme *La libre*, *Libération*, *La Tribune*, *Les Échos*. *In fine*, cette action de sensibilisation d'un nouveau genre a permis de mettre un coup de projecteur sur cette « institution financière », méconnue des citoyens belges et agissant dans l'ombre, mais aussi sur le CADTM et sur son analyse.

F. Le réseau du CADTM et ses collaborations se renforcent donnant plus de visibilité et d'impacts aux revendications du CADTM Belgique.

Le résultat le plus marquant à l'égard du renforcement et l'autonomisation du réseau international du CADTM est sans conteste la mise en place du secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc. Cette décision a été prise à l'AMR de 2013 et sa mise en œuvre s'est faite durant les années 2014, 2015 et 2016 notamment à travers la tenue de formations au Maroc et la venue de membres d'ATTAC-CADTM Maroc lors des activités du CADTM Belgique ou d'événements internationaux. Fort d'un bilan positif, comme l'a conclu l'évaluation externe menée en 2015 et 2016 (cf.OS2), l'AMR d'avril 2016 a reconduit le SI partagé dans son mandat. Dès lors, le prochain programme aura pour objectif de poursuivre et consolider ce co-secrétariat dans l'optique du renforcement de capacité de nos partenaires. Un renforcement de capacités qui a des retombées positives sur le CADTM Belgique et sur la diffusion de ses analyses. Comme le montre notamment le fait qu'ATTAC-CADTM Maroc gagne en audience dans les médias marocains.

Le réseau du CADTM s'est également agrandi avec l'adhésion de nouveaux membres (CADTM Italie, ATTAC Luxembourg et ATTAC Gabon) lors de l'AMR de 2016. Soulignons que le CADTM Italie est une nouvelle organisation créée en 2015 avec l'appui du CADTM Belgique. Celle-ci a déjà organisée plusieurs activités et l'un de ses objectifs est le soutien aux campagnes d'audits municipaux en Italie.

Le réseau CADTM International permet notamment de renforcer l'activité globale du CADTM Belgique. Voir cet extrait de l'évaluation externe⁴ :

« [Nous constatons] l'implication croissante d'intervenants du Sud lors des séminaires internationaux, en particulier lors d'événements initiés par le CADTM Belgique ; ce fut le cas notamment lors de la 4^{ème} Université d'été du CADTM en septembre 2015 dont le thème central a été « la dette dans tous ses états » ; trois parcours sur quatre proposés ont permis un espace d'échanges d'expériences spécifiques avec le Sud : le parcours « dette écologique », le parcours « dette au Sud » ainsi que le parcours « féminismes ». À titre d'exemple pour ce dernier, la question des luttes féministes a apporté un éclairage particulier sur les luttes des femmes au Sud comme dans le cas des abus liés au microcrédit et à la micro-finance au Maroc. »

Voir également cet extrait :

« L'impact de ses expériences d'audit est considérable dans la formation dispensée en Belgique ; les expériences directement vécues par les membres impliqués du CADTM/B apportent des témoignages forts et crédibles tant ils peuvent être documentés et explicités. Ils illustrent parfaitement la teneur et la portée de l'outil « audit » ; son usage peut être facilement transposé au niveau municipal accessible pour les participant(e)s aux diverses formations et est praticable à une échelle nationale, notamment grâce aux outils didactiques mis à disposition par le CADTM, que ce soit le « Manuel de la dette » ou les méthodologies et expériences de la dette et autres documents audios. Preuve en est, le net intérêt porté depuis quelques années aux commissions d'audits en Europe et depuis 2013 en Belgique. Il est de nature à « mobiliser » des bénévoles du CADTM et plus largement de nombreux citoyens dans les municipalités concernées. En ce sens, il permet d'atteindre le résultat escompté qui est l'engagement citoyen pour changer le rapport de force dans la problématique de l'annulation des dettes illégitimes et l'application des droits humains fondamentaux. »

L'émergence de nouvelles formations politiques issus des mouvements sociaux, comme en Grèce ou en Espagne, ont ouvert de nouvelles opportunités de collaborations, car ils mettent en avant la

⁴ Françoise MULFINGER-VAUPRÉ, *Évaluation externe du CADTM 2014-2015 : évaluation du transfert du Secrétariat international partagé et de l'impact des activités internationales du CADTM /Belgique sur ses partenaires du SUD et sur la formation en Belgique*, décembre 2015. Voir en ligne : <http://www.cadtm.org/Evaluation-du-transfert-du-SI>

question de la légitimité de la dette et de l'audit citoyen. Le CADTM a beaucoup collaboré et collabore encore avec plusieurs député/e/s européen/ne/s de différentes formations politiques et l'expert de l'ONU sur la dette extérieure et les droits humains. Partie prenante du mouvement altermondialiste depuis ses débuts, le CADTM continue de s'impliquer dans cette mouvance en participant à « ses » événements (aux FSM de Tunis en 2015 et de Montréal en 2016) et collaborant avec ses différentes composantes (MMF, ATTAC, Via Campesina...). Conscient aussi de la perte de vitesse ou du moins de la reconfiguration du mouvement altermondialiste, nous sommes attentifs aux nouveaux espaces de convergences qui se dessinent et auxquels nous participons. Ce fut le cas avec l'initiative du plan B qui a organisé plusieurs rencontres : une à Paris en janvier 2016, une autre à Madrid en février 2016 ou encore à Copenhague en octobre 2016. Ce mouvement né au lendemain de la capitulation de Syriza, va se poursuivre en organisant notamment à Lisbonne à l'automne 2017 un nouveau moment de convergence des forces politiques et citoyennes européennes.

II. Les principales difficultés rencontrées

Le contexte politique, social et économique

Avec l'approfondissement de la crise économique et sociale en Europe, les thématiques telles que le genre, l'environnement sont plus difficiles à porter auprès des décideurs politiques et des grands médias. L'arrivée de gouvernements conservateurs dans plusieurs pays, réfractaires aux revendications du CADTM représentent aussi une difficulté. Pour faire face à cette cela, nous privilégions les collaborations et continuons à combiner interpellations politiques et mobilisation des citoyens pour renforcer notre force de frappe et donc notre impact.

La capitulation du gouvernement Tsipras I en Grèce, survenue après les espoirs suscités, a eu de grands effets sur le travail du CADTM durant ce programme. Cet événement a en effet eu comme conséquence de renforcer la croyance qu'il n'y a pas d'alternative au système économique dominant et au paiement de la dette. Dès lors, nous nous sommes efforcés de vulgariser les conclusions de la commission d'audit qui proposait d'autres voies possibles, afin de les diffuser auprès des citoyens et citoyennes belges et européen/ne/s. Nous avons également publié fin 2016 un livre sur les alternatives intitulé *Il faut tuer TINA*.

Les attaques terroristes survenues dans plusieurs pays ces dernières années ont affecté dans une certaine mesure la réalisation de nos objectifs. D'une part, de telles attaques ont relégué les enjeux économiques au second plan derrière les enjeux sécuritaires et identitaires dans les agenda politico-médiatiques. D'autre part, certaines des activités que nous comptons organiser ou auxquelles nous participons ont été annulées ou limitées suites à des attentats (FSM de Tunis en 2015, activités dans le cadre de la COP 21, conférences annulées en mars 2016 en Belgique....)

Interpellation politique

Nous avons rencontré des difficultés à accéder aux informations essentielles pour la conduite des audits de la dette et pour l'interpellation des représentants de la Banque mondiale et du FMI, qui n'ont aucune obligation d'organiser des séances d'interpellation. Face à ces situations, nous avons mobilisé différents canaux d'interpellations (question orale, quand une question écrite reste lettre morte, tribune de presse, résolution...) et avons mis en avant, dans l'Avis « *Le mandat de la Belgique au sein de la Banque mondiale* »⁵ du Conseil consultatif sur la cohérence des politiques de développement rendu en janvier 2016 et auquel nous avons contribué, la nécessité d'avoir un dispositif contraignant permettant d'interpellation les représentants des IFIs.

Bien que la finalité de l'action du CADTM soit la prise de décisions politiques, nous sommes tout à

5 Voir : <http://www.ccpd-abco.be/wp-content/uploads/2015/05/CCCPD-avisBanquemonddiale.pdf>

fait conscients que le vote d'une loi n'est pas une fin en soi. Nous en avons fait l'expérience avec la loi belge contre les fonds vautours attaquée aujourd'hui par un de ces fonds vautours. De plus, même si une loi ou un dispositif juridique existe, force est de constater qu'il n'est pas toujours appliqué.

Réseau CADTM international

La répression qui affecte nos partenaires du Sud, particulièrement ATTAC-CADTM Maroc, entrave le renforcement du réseau international et a rendu plus difficile le processus de mise en place du SI partagé. En 2016 encore, les autorités marocaines ont interdit la tenue de l'AMR à Rabat, qui s'est finalement déroulée à Tunis. Pour prendre en compte ce contexte répressif, le CI de 2014 et l'AMR de 2016 ont dû réajuster les objectifs du SI partagé.

D'autres partenaires ont fait malheureusement les frais d'actions limitant leur droit d'expression et d'association (arrestations, incendies de locaux...), qui rendent bien entendu compliquée la tenue d'activités et l'expression des revendications du CADTM.

III. Évolutions et réorientations significatives liées à la mise en œuvre de l'ensemble du programme ou de certaines de ses parties essentielles

Le programme du CADTM Belgique (2014 - 2016) ne comporte qu'un volet Nord. Son titre et son objectif global sont : « *faire de l'audit de la dette et de l'annulation des dettes illégitimes une question transversale du débat de sortie de crise au Sud comme au Nord* ».

En vue d'atteindre cet objectif global, nous nous sommes fixés 3 objectifs spécifiques (OS) reposant chacun sur 3 résultats. Cette structure n'a subi aucune modification en 2016.

Objectif Spécifique 1 : « Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent en faveur de l'audit de la dette et de l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord »

- Résultat 1 : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé sur l'audit de la dette et la notion de dette illégitime
- Résultat 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur l'audit de la dette et le concept de dette illégitime
- Résultat 3 : Les grands médias francophones en Belgique ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le CADTM

Objectif Spécifique 2 : « Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, avance l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au sud qu'au nord comme revendications prioritaires »

- Résultat 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées
- Résultat 2 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde
- Résultat 3 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde

Objectif Spécifique 3 : « Le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sont interpellés sur l'audit et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord »

- Résultat 1 : Les parlementaires belges et européens interpellent le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord
- Résultat 2 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord
- Résultat 3 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique et en Europe interpellent ensemble directement les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Nos 3 OS sont interdépendants et visent tous à renforcer notre action d'éducation au développement (ED) rebaptisée éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) en Belgique, en synergie avec nos partenaires et nos collaborateurs au Sud et en Europe.

Tous ces résultats ont été atteints. Le détail de chacun de ces résultats est développé dans les parties traitant de chaque OS individuellement. Ces résultats ont été obtenus par la mise en place d'activités et de stratégies suivant nos thématiques prioritaires et nos thématiques transversales.

Pour rappel, les thématiques prioritaires du CADTM Belgique sont :

- **L'audit de la dette** : tout au long de ce programme nous avons poursuivi notre implication dans la campagne pour un audit citoyen de la dette publique belge, menée par la plateforme ACiDe. Nous sommes également membre du réseau international ICAN, qui s'est réuni à Madrid en février 2016. 25 personnes y étaient présentes afin de poursuivre les échanges d'expériences sur les différentes campagnes d'audit en cours mais aussi de renforcer les outils du réseau (newsletter, site, groupe de coordination...). ICAN fut un relais privilégié pour diffuser les travaux de la commission d'audit grecque, dans la mesure où ses différents membres ont produit plusieurs outils (clip vidéo, appel de solidarité...) mettant en avant le travail et les résultats de la commission. En 2015 est paru le Manuel d'audit citoyen de la dette publique ainsi que le rapport de la commission d'audit grecque qui a été édité sous forme de livre par la maison d'édition « Les Liens qui Libèrent ».
- **Les liens entre la dette publique du Sud et la dette publique du Nord** : ce lien a bien été mis en évidence dans chacune de nos interventions et chacune de nos activités d'ED, dans notre plaidoyer et nos interpellations politiques. Nous veillons également à ce que nos partenaires fassent bien ce lien, comme la plateforme ACiDe qui le mentionne dans son mémorandum⁶ ou comme en 2016, le Monde Selon les Femmes, dans une étude relative à l'impact de l'austérité sur les femmes.
- **Le droit international** : ce thème est largement présent dans notre plaidoyer et dans nos interpellations politiques. On peut mentionner le travail sur les fonds voutours avec un séminaire organisé en 2014 au Sénat belge ou encore la campagne menée actuellement autour du procès ; le rapport d'audit de la dette grecque dont plusieurs chapitres abordent les arguments juridiques pour l'annulation de la dette ; un week-end de formation sur les IFI et leurs responsabilités juridiques quant au respect des droits humains en 2014 ; un travail de recherche sur la doctrine de la dette odieuse en 2016...
- **L'évolution de la structure de la dette publique du Sud** : le travail de recherche et d'écriture sur l'évolution des dettes publiques est mené en collaboration avec le réseau Sud

⁶ <http://www.auditicoyen.be/memorandum-de-lacide/>

du CADTM. Nous travaillons en permanence sur cette question et publions les résultats de ces recherches régulièrement. Voir, entre autres, les « Chiffres de la dette » publiés en 2014 sous forme de brochure et sur internet. En 2016, avec la perspective de plus en plus inquiétante d'une nouvelle crise de la dette au Sud, nous avons accentué nos recherches mais surtout diffusé les résultats lors d'activités de formation et d'ED. Nous avons organisé un atelier sur cette question lors de l'Université d'été du CADTM Europe en 2015 ainsi qu'aux 8 heures contre la dette illégitime en décembre 2016. Le réseau international a également sorti un communiqué de presse sur le rôle du FMI en Afrique et cette perspective d'une nouvelle crise.⁷

- **L'architecture financière internationale, avec une priorité sur le FMI et le groupe Banque mondiale** : ce sujet fait également l'objet de recherches permanentes, valorisées sous forme d'études sur notre site. Par exemple, en 2014, nous avons publié une série de 14 articles sur les 70 ans de la Banque mondiale et du FMI. C'est également un des éléments de notre interpellation politique, avec -lorsque cela est possible- l'interpellation du représentant de la Belgique au sein de la Banque mondiale. En 2015, nous avons participé à la rédaction d'un Avis « *Le mandat de la Belgique au sein de la Banque mondiale* »⁸ dans le cadre du conseil consultatif sur la cohérence des politiques de développement et interpellé la BCE via une question parlementaire. En 2016, nous avons participé à la campagne « Tous trompés » sur la participation de la Belgique à la Banque mondiale. Le 60ème anniversaire du Club de Paris en 2016 a été l'occasion de mener une action de communication sur ce cartel informel de créancier.s

Les thématiques transversales du CADTM Belgique sont :

- **La dette écologique** : la mise en place d'alternatives respectueuses de l'environnement est inscrite comme objectif dans notre Charte politique⁹. En 2014, deux livres sont sortis sur la question (« La dette cachée de l'économie » et « Dette et extractivisme »). Le deuxième numéro de la nouvelle formule de notre revue, AVP, sortie au second trimestre 2016 a été consacrée à cette thématique. Plusieurs ateliers ont porté sur la dette écologique et les enjeux environnementaux dans le cadre des Rencontres d'été (2014), de l'Université d'été (2015) et des 8 heures contre la dette illégitime (2016). Nous continuons par ailleurs nos efforts pour intégrer cet aspect dans nos pratiques quotidiennes. Que ce soit en termes de fournisseurs mais aussi par exemple de « protocole mails » que nous avons établi pour en limiter la quantité.
- **Le genre** : la problématique du genre est à la fois associée au respect de la parité homme-femme qui figure dans la Charte de fonctionnement¹⁰ du réseau CADTM et dans le travail d'analyse du CADTM Belgique. Fruits de collaboration, deux outils pédagogiques ont été créés en 2014 pour souligner l'impact des mesures d'austérité sur les femmes. Ils s'agit de la mallette « Les femmes s'en mêlent » et de « V'la la facture » (dont la diffusion a fait l'objet d'une campagne les années suivantes et se poursuit encore). A l'instar de la dette écologique, les enjeux liés au genre furent l'objet d'ateliers de réflexions et de mobilisations lors des Rencontres d'été (2014), de l'Université d'été (2015) et des 8 heures contre la dette illégitime (2016). Notamment à travers la thématique du microcrédit. A noter, que ce dernier événement s'est ouvert sur une conférence, où intervenait S. Federici, figure de proue du mouvement féministe. Veiller à la parité dans la composition des panels, des délégations du CADTM, des auteurs des articles... a demandé une vigilance et attention

⁷ <http://www.cadtm.org/Afrique-au-secours-le-FMI-revient>

⁸ Voir : <http://www.ccpd-abco.be/wp-content/uploads/2015/05/CCCPD-avisBanquemoniale.pdf>

⁹ <http://cadtm.org/Textes-chartes-du-CADTM,4254>

¹⁰ <http://cadtm.org/Textes-chartes-du-CADTM,4254>

de tous les jours tout au long de ce programme et des activités qui l'ont ponctué. Une vigilance que nous comptons bien poursuivre dans le prochain programme.

- **Les alternatives** : dans nos interventions publiques, nous expliquons systématiquement que l'annulation de la dette ne peut pas être une fin en soi et qu'elle doit se combiner avec d'autres mesures. Cette idée est également soulignée dans notre Charte politique. Nous publions régulièrement des articles sur des propositions de mesures à mettre en oeuvre pour aller vers un monde plus juste. La dynamique du plan B, créée au lendemain de la capitulation de Syriza et à laquelle nous sommes partie prenante a beaucoup contribué à ce processus. Les déclarations finales de chaque éditions reviennent sur des propositions d'alternatives et sont publiées sur notre site internet. Un des administrateur du CADTM Belgique a également publié un livre « Il faut tuer TINA » fin 2016 qui se veut une liste d'alternatives dans laquelle piocher à l'envi.
- **L'Aide Publique au Développement** : l'intégration de l'APD dans notre plaidoyer se fait en lien avec le travail du CNCD-11.11.11. En effet, nous publions chaque année un article reprenant, complétant et commentant leur rapport annuel sur l'état de l'APD. (cf. Les articles « Les dessous de l'aide au développement de la Belgique », « Belgique : Aide publique au développement en baisse, financement de la Banque mondiale en hausse »). Nous utilisons également beaucoup les chiffres de l'APD pour les mettre en parallèle avec ceux du service de la dette dans les pays du Sud et ainsi sensibiliser sur la réalité des transferts financiers Nord/Sud. Voir par exemple, un outil de sensibilisation créée en 2015 dans le cadre du festival Esperanzah : <http://www.cadtm.org/Le-CADTM-au-festival-Esperanzah>
- **Les Objectifs du Développement Durable** : la référence aux ODD est systématiquement utilisée dans le cadre de nos activités de sensibilisation et de formation. Notamment en faisant le lien avec les institutions financières internationales, dont les politiques violent ou bloquent l'accès aux droits humains fondamentaux et la réalisation des ODD.
- **La démocratie** : elle est au cœur du concept d'audit citoyen de la dette publique que nous défendons comme thématique principale. En effet, dans chacune de nos interventions nous mettons en avant que l'audit citoyen ne se cantonne pas à décortiquer des chiffres de comptes publics, mais consiste aussi à la reprise du contrôle citoyen sur les choix économiques et particulièrement sur la question de l'endettement public.

IV. Leçons tirées du programme et de l'année 2016

Mise en place du SI partagé et renforcement du réseau

Malgré quelques difficultés (citées plus haut) et des réajustements nécessaires en cours de programme dans la répartition des tâches relatives au SI partagé, le bilan de la mise en place du SI partagé est très encourageant. Nous avons commandité une évaluation externe, qui portait sur le fonctionnement du SI partagé et dont les conclusions et recommandations ont été présentées à l'AMR d'avril 2016 et publiées sur notre site internet.¹¹

Cette évaluation a conclu à un renforcement des capacités d'ATTAC-CADTM et globalement des partenaires du Sud *via* le processus du SI partagé. Que ce soit en termes de nombre d'études (sur le microcrédit, sur les accords de libre-échange...), de communiqués de presse du réseau Sud ou de financements obtenus. Un des points à améliorer, comme le recommandait l'évaluatrice était le renforcement pour ATTAC-CADTM Maroc des synergies avec les partenaires africains et de la

¹¹ Voir : <http://www.cadtm.org/Evaluation-du-transfert-du-SI>

région MENA et le renforcement des formations internationales sur les thématiques liées à la dette pour le SI partagé. À noter qu'en décembre 2016, ATTAC- CADTM Maroc est intervenu dans une formation en Tunisie portant sur les audits de la dette et que le CADTM Belgique a intégré dans son nouveau programme la mise en place de formations internationales, sur base annuelle, destinées à ses partenaires internationaux et militant/e/s belges.

Actualité politique

Notre réactivité à l'actualité tout au long de ces trois années a permis d'atteindre nos objectifs. En effet, rebondir, réagir sur les sujets d'actualité liés à la dette comprend plusieurs avantages. Cela augmente notre visibilité médiatique, renforce nos activités d'ED, constitue une opportunité pour mettre en lumière les liens Nord-Sud et facilite la mobilisation des citoyens plus enclins à agir sur les sujets qui font l'actualité.

Bien entendu, notre travail d'interpellation politique est facilitée par cette réactivité mais il permet aussi réciproquement de mettre à l'agenda des thématiques délaissées. Ce fut le cas par exemple, avec les fonds voutours et le vote en 2015 d'une loi, après de nombreuses sollicitations des décideurs belges. Nous avons par ailleurs monté une campagne en 2017 autour du procès intenté par un fond voutour contre l'État belge, et qui permet de remettre cette question au devant de la scène.

La Grèce et la mise en place d'une commission d'audit fut un exemple éclairant à cet égard. L'année 2015 et cette actualité à laquelle nous avons largement contribué a vu exploser la fréquentation de notre site, nos demandes d'interventions et notre visibilité dans les médias mainstream comme alternatifs. À noter que si souvent nous, CADTM Belgique, mobilisons l'expérience du Sud dans notre plaidoyer, avec la Grèce, nos partenaires du Sud ont fait références au cas grec et à l'audit pour avancer leurs propres revendications liées à leurs contextes. En décembre 2015, Renaud Vivien du CADTM Belgique et membre de la Commission d'audit grecque a participé à une rencontre avec des parlementaires tunisiens pour leur présenter les expériences d'audit grecque et équatorienne, dans l'optique d'alimenter leur travail autour de la proposition de loi pour un audit de la dette tunisienne.

Mais le feu des projecteurs médiatiques part aussi vite qu'il arrive comme en témoigne l'omerta médiatique dont fait l'objet la Grèce après la capitulation du gouvernement Syriza alors même que la situation de la Grèce et son taux d'endettement empire. Un des nos défis fut et sera dans les années futures de poursuivre notre travail sur la Grèce, *via* des interpellations politiques (cf. OS3) et la diffusion de cette expérience d'audit *via* différents supports.

Format et contenu de nos grandes activités publiques

Les évaluations réalisées à la suite de chacune de nos activités de formations, qu'elles soient écrites (lors de nos grandes événements) ou à chaud (pour les plus petits) permettent de les améliorer. Les attentes et recommandations des participant/e/s ainsi exprimées concernent d'une part le contenu, l'objectif des événements, par exemple en 2013, nous avons identifié une volonté d'être mieux outillé pour être en capacité de devenir un relais de mobilisation et diffusion des analyse du CADTM. Pour y répondre, nous avons mis sur pied en 2014 et 2015 des week-end de formation sur l'animation d'outils pédagogiques et les réponses aux « questions qui piquent ».

D'autre part, ces recommandations concernent également le format, les lieux et les techniques d'animations de nos événements. Tenant compte des recommandations exprimées, nous signalons désormais explicitement les ateliers qui se déroulent de manière plus interactive, le type de public auquel ils s'adressent (« débutant » ou « confirmé »), nous prévoyons plus de place pour les débats mais aussi les échanges informels en marge du programme. Un des grands changements alimenté par ces évaluations a été l'organisation en décembre 2016 des « 8 heures contre la dette illégitime » à Bruxelles durant un jour plutôt qu'un week-end. Le nombre de personnes touchées grâce à ce nouveau format (par rapport aux Rencontres d'été) a augmenté mais c'est surtout un autre type de public. En effet, aux habitués des événements du CADTM (personnes relais, membres des organisations avec qui nous collaborons...) s'est ajouté des personnes qui ne connaissent pas le

CADTM.

Une des grandes leçons de ce processus d'amélioration et d'adaptation constante de nos activités aux attentes des publics-cibles est de travailler encore davantage en amont sur le format et la définition du public visé.

Mobilisation des militant/e/s.

Pour que les sympathisant/e/s aient envie de se mobiliser avec le CADTM, ils ont certes besoin de maîtriser nos thématiques et être en mesure de les diffuser. Mais ils ont aussi besoin d'être partie prenante de l'élaboration et du réajustement de la stratégie du CADTM. C'est ainsi que nous avons mis sur pied en 2016, deux assemblées militantes. Ces moments permettent de surcroît de cultiver le sentiment d'appartenance, fondamental à tout engagement. Cette dynamique d'inclusion des militant/e/s dans la vie interne du CADTM va se poursuivre ainsi que la mise en place de projet amenant les militant/e/s à participer à l'élaboration de la recherche et non plus seulement à sa diffusion. C'est le cas par exemple, d'un ouvrage collectif en préparation « Le Tour de la dette en 80 questions », qui permettra d'actualiser les fondamentaux du CADTM.

V. Continuité du programme 2017-2021

Le prochain programme DGD introduit par le CADTM pour les années 2017-2021 s'inscrit dans la continuité du programme 2014-2016. Pour ne citer que quelques exemples : la campagne sur la lutte contre les fonds vautours, le travail de collaboration avec des mouvements sociaux et des décideurs politiques en Espagne, la création de supports vidéo sur les résultats de la commission d'audit grecque, un livre sur le lien dette et féminisme... sont prévues.

Un des principaux changements pour ce nouveau programme est le passage de trois objectifs spécifiques à seulement deux. En effet, une des leçons à tirer de l'expérience grecque est que la volonté des décideurs politiques ne suffit pas à annuler une dette illégitime. Alors qu'il disposait d'arguments économiques et juridiques forts fournis par la Commission pour la vérité sur la dette grecque pour remettre en cause le paiement de la dette publique, le gouvernement, sous la pression de l'UE a ignoré ces travaux et a conclu un 3e accord de prêt. De plus, l'expérience de l'ancien programme concernant les fonds vautours va dans le même sens en démontrant que la décision politique n'est jamais acquise et ne peut être une fin en soi. A partir de là, s'impose le constat qu'il est nécessaire de maintenir une mobilisation citoyenne et des mouvements sociaux continue afin d'apporter le soutien nécessaire à la prise de décision politique en faveur de l'abolition des dettes illégitimes et à leur maintien. Nos OS intègrent ainsi tous les deux l'interpellation politique et correspondent à différents publics visés et différents moyens pour y parvenir. Au premier OS correspond la recherche, produite par le CADTM, s'appuyant sur l'expertise des membres de son réseau international, qui va nourrir les publics relais (mouvement sociaux, acteurs politiques...) qui vont diffuser notre expertise. Le deuxième OS concerne le grand public et l'élaboration de supports vulgarisés, qui sont des outils clés pour mobiliser de manière continue Les citoyen/ne/s.

OS 1 : LES CITOYENS FRANCOPHONES RÉSIDANT EN BELGIQUE INFORMÉS DES ACTIVITÉS DU CADTM BELGIQUE SE MOBILISENT EN FAVEUR DE L'AUDIT DE LA DETTE ET DE L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD

1. Fiche descriptive de l'OS 1

TITRE	LES CITOYENS FRANCOPHONES RESIDANT EN BELGIQUE INFORMÉS DES ACTIVITÉS DU CADTM BELGIQUE SE MOBILISENT EN FAVEUR DE L'AUDIT DE LA DETTE ET DE L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD
OBJECTIF SPÉCIFIQUE	Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent en faveur de l'audit de la dette et de l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord en : <ul style="list-style-type: none"> • participant aux stages de formation résidentiels organisés par le CADTM Belgique sur l'audit et la dette illégitime • intégrant comme bénévoles les groupes locaux et thématiques du CADTM Belgique et les collectifs locaux d'audit citoyen de la dette en Belgique.
GROUPE-CIBLE	Les citoyens francophones résidant en Belgique qui sont informés des activités du CADTM Belgique (via le bulletin Belgique du CADTM) : 8840 abonnés au bulletin au 1er mars 2016. Les publics-relais en Belgique : organisations associatives et syndicales belges francophones, les participants aux cycles de formation CTB, les grands médias francophones
NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	4 millions de citoyens belges francophones & les citoyens des PED qui bénéficient de politiques d'annulations de dettes illégitimes sans conditionnalités
AUTRES ORGANISATIONS IMPLIQUÉES	Aucune
AUTRES FINANCEMENTS PRÉVUS POUR CET OS	-

2. État d'avancement de l'OS 1 : « Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent en faveur de l'audit de la dette et de l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord »

L'OS 1 repose sur 3 résultats :

- **Résultat 1** : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé sur l'audit de la dette et la notion de dette illégitime
- **Résultat 2** : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur l'audit de la dette et le concept de dette illégitime
- **Résultat 3** : Les grands médias francophones en Belgique ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le CADTM

Au vu des différents indicateurs, ces 3 résultats ont tous été atteints en 2016.

a) Concernant le Résultat 1 : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé sur l'audit de la dette et la notion de dette illégitime

Nos indicateurs sont les suivants :

Augmentation du nombre de citoyens qui reçoivent les bulletins électroniques d'information en français du CADTM Belgique

Alors que notre objectif était de 9300 abonnés pour la fin 2016, nous constatons un nombre de 8840 abonnés au 1er mars 2017. L'objectif n'est donc pas atteint et cela s'explique par une lacune technique, révélée lors d'une migration de nos serveurs vers de nouveaux serveurs, plus adaptés, en 2016. Lors de ce changement, un « nettoyage » de nos listes a été effectué, afin de retirer des adresses désactivées qui s'accumulaient. Nous avons désormais mis en place un système automatisé.

Néanmoins, ce résultat est tout de même très bon et tout à fait encourageant.

Sur cette liste belge, nous diffusons principalement le programme de nos activités en Belgique. Outre la liste Belgique, le CADTM dispose aussi d'une liste de diffusion francophone plus large, qui reprend les abonnés de la liste Belgique et y ajoute les abonnés francophones à l'international (principalement de France et d'Afrique). Il existe également une liste anglophone et une liste hispanophone. Sur ces 3 dernières listes, nous envoyons principalement nos articles et analyses, ainsi que des informations sur nos dernières publications et l'agenda de nos activités en Belgique et à l'international.

Pour information, voici les nombres d'abonnés sur ces listes au 1er mars 2017 :

- liste francophone : 20.497
- liste hispanophone : 7.389
- liste anglophone : 6.124

Les adresses sont collectées lors des activités que nous organisons (animations, conférences, formations, ...), ou auxquelles nous participons. Des feuilles d'émargement sont distribuées systématiquement afin que les participant/e/s puissent signifier si ils souhaitent recevoir le bulletin

électronique du CADTM et s'ils souhaitent s'impliquer au sein du CADTM Belgique en devenant bénévole (auquel cas nous leur envoyons par la suite un mail leur expliquant les différentes manières de s'impliquer à nos côtés : se former à animer nos outils pédagogiques pour pouvoir assurer des animations sur la dette ; participer à nos actions et activités ; faire la promotion de nos analyses et de nos activités en distribuant des tracts, en collant des affiches et sur internet ; écrire des articles sur nos thématiques ; faire des traductions de nos articles ...). Notre site interne intègre d'ailleurs une rubrique intitulée « Agir avec le CADTM - S'impliquer ».¹²

Maintien du nombre de citoyens résidant en Belgique consultant le site du CADTM

Cet indicateur a évolué depuis les derniers rapports, avec une révision des objectifs à la hausse :

- objectif 2014 = 48 084 ; atteint = 46 941
- objectif 2015 = 46 941 ; atteint = 66 654
- objectif 2016 (revu à la hausse) = 73 000 ; atteint = 78 400

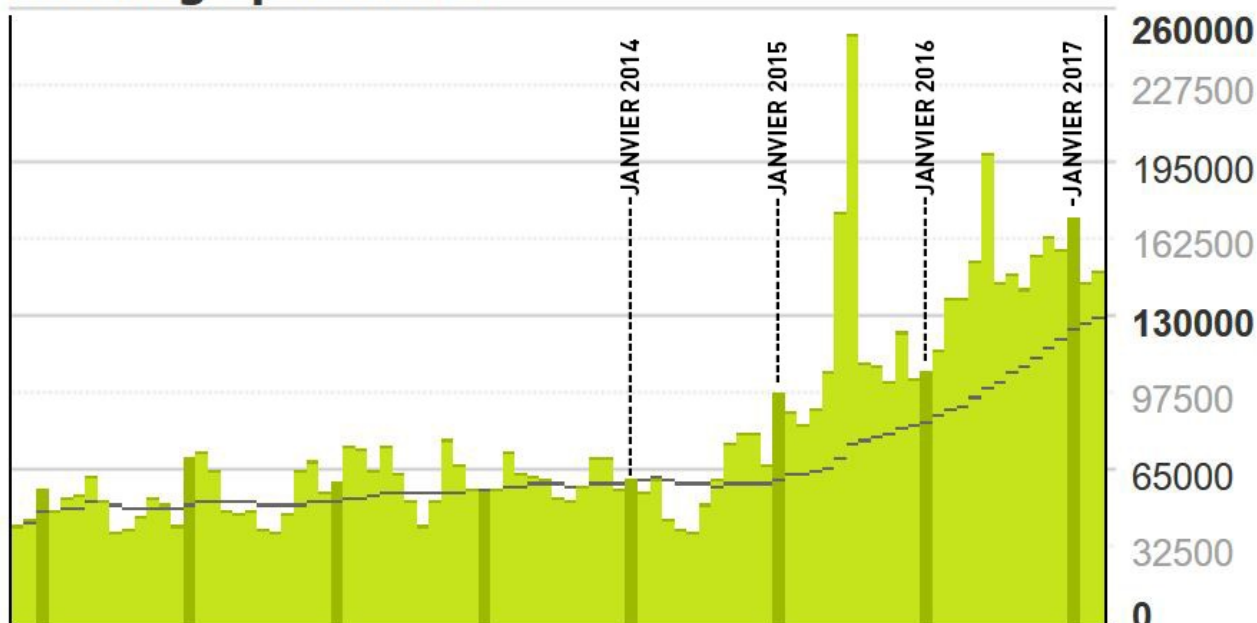
Bien qu'en 2014 nous étions à peine en dessous de notre objectif (en raison d'un changement de méthode de calcul), pour l'année 2015 nous le dépassons largement, ce qui est un signe très positif pour nous, que nous pouvons imputer à plusieurs facteurs externes et internes :

- mise en avant du CADTM dans les grands médias et la presse alternative, liée à l'actualité avec la Grèce notamment ;
- lancement du nouveau site internet du CADTM ;
- impact grandissant de l'analyse du CADTM auprès de ses différents publics : toujours plus d'animations, de formations que nous organisons ou auxquelles nous participons ; toujours plus d'audience sur les réseaux sociaux ; amélioration de notre réactivité face à l'actualité et de la diffusion de nos analyses.

En 2016, nous constatons l'augmentation de la fréquentation du site du CADTM. Voir le graphique ci-dessous

Notons qu'il s'agit d'un nombre approximatif, calculé à partir de différentes sources statistiques (Google analytics, SPIP).

Affichage par mois :



¹² Voir : <http://www.cadtm.org/S-impliquer>

Maintien d'une diversité de supports de diffusion utilisés par le CADTM Belgique : papier (livres, brochures, revue, dépliant), bulletin électronique, diaporama, vidéo, audio, site internet, réseaux sociaux

En 2016, nous avons maintenu l'utilisation de 7 supports. L'objectif est donc bien atteint pour toute la durée du programme. Pour information, la liste des supports utilisés :

- **Publications papier** : plusieurs livres coédités avec des éditeurs belges et des éditeurs français distribués en Belgique ; publication désormais semestrielle d'un magazine thématique, *Les Autres Voix de la Planète*, envoyé aux abonnés, vendu sur nos stands, lors de nos activités et distribué dans plusieurs librairies en Belgique.
- **Bulletins d'information** envoyés de façon bimensuelle + bulletins annonçant les activités
- **Site internet** : www.cadtm.org
- **Réseaux sociaux** : pages Facebook (<https://fr-fr.facebook.com/CADTMNETWORK>) et Twitter (https://twitter.com/cadtm_int)
- **Vidéo** : plusieurs films et vidéos pédagogiques réalisés en collaboration avec des professionnels. Citons notamment, pour 2016, le film d'animation *La dette grecque, une tragédie européenne*, réalisé en collaboration avec les productions du pavé et visible en ligne : <http://www.cadtm.org/La-dette-grecque-une-tragedie.13738>
- Publications de **vidéos**, d'**enregistrements audios** et de **diaporamas** sur le site (voir rubrique dédiée sur le site)
- Mise à disposition de nos **outils pédagogiques** dans une rubrique dédiée sur le site.

Au cours du programme 2014-2016, la plupart de ces supports ont bénéficié d'une grande amélioration :

- le site internet a été entièrement repensé, en termes d'ergonomie, de design et d'accessibilité de l'information
- le bulletin d'information, profondément lié au contenu du site, a été lui aussi repensé dans sa forme, ainsi que dans la hiérarchisation des articles, avec des rubriques thématiques et la valorisation de nos publications et de nos activités
- notre magazine *Les Autres Voix de la Planète*, a subi une importante évolution, doublant de volume tout en passant d'une périodicité trimestrielle à semestrielle, devenant thématique. Ce changement s'est accompagné d'un nouveau logo et d'une nouvelle maquette. Tout ceci vise à le rendre à la fois plus attractif, mais aussi plus intemporel sur nos thématiques prioritaires.
- Diversification des formes vidéos utilisées : formats très courts, courts, moyens et longs ; film d'animation ; capsules vidéos « spontanées » pour réagir à l'actualité en lien avec nos thématiques...

b) Concernant le Résultat 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur l'audit de la dette et le concept de dette illégitime

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre de stages résidentiels de formation sur l'audit et la dette illégitime organisés par le CADTM Belgique en Belgique

En 2016, comme les années précédentes, nous avons maintenu un séminaire de formation : les 8h Contre la Dette illégitime, qui se sont déroulées le 4 décembre 2016 à l'ULB, à Bruxelles.

L'événement a rassemblé un peu moins de 300 participant/e/s, principalement de Belgique. Des compte-rendus des ateliers, des vidéos, des enregistrements audios et des photos ont été publiés sur notre site, voir par exemple : <http://www.cadtm.org/8-heures-a-kicker-la-dette>

Maintien du nombre de formations organisées en Belgique par les collaborateurs du CADTM Belgique avec sa participation comme expert sur l'audit et la dette illégitime

En 2016, nous atteignons notre objectif puisque nous dénombrons 29 formations organisées par des collaborateurs, avec la participation du CADTM :

Alter'Actifs : 1 ; Haute École Galillée ISPG : 1 ; ITECO : 1 ; SIREAS : 4 ; ATTAC Liège : 2 ; Théâtre National de Bruxelles : 1 ; Ingénieurs Sans Frontières : 1 ; École Ste Croix, Liège : 2 ; FAR (formation Adré Renard, FGTB) Liège : 2 ; Université de Liège : 2 ; Amis de la Terre : 2 ; UPJB : 1 ; Financité : 2 ; École des Jeunes de la LCR : 1 ; ACiDe Verviers : 2 ; Centre Culturel de Dison : 1 ; Les Grignoux à Liège : 2 ; Athénée d'Esneux : 1.

Pratique de tarifs différenciés en fonction de la situation socio-professionnelle et économique des citoyens

Afin de nous assurer d'une participation la plus large possible et de pouvoir toucher toutes les couches de la population, y compris les plus précaires, nous pratiquons pour chacune de nos activités payantes des tarifs différenciés pour toute personne qui le souhaite – étudiants, chômeurs, personnes à faibles revenus... À noter que l'inscription lors des 8 heures contre la dette illégitime était à prix libre, ce qui permet à chacune et chacun de contribuer à la hauteur de ses moyens.

c) Concernant le Résultat 3 : Les grands médias francophones en Belgique ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le CADTM

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre d'analyses du CADTM relayées par les grands médias francophones en Belgique (Le Soir, La Libre, Le Vif, Le Monde, L'Echo, Metro, Belga, RTBF, Bel RTL, TV5, etc.)

En 2016, nous recensons 25 analyses relayées par les grands médias francophones.

Liste des articles dans la presse francophone :

1. La Marseillaise, 11/01/2016, Pour Patrick Saurin du collectif d'audit citoyen de la dette, « la Grèce doit socialiser le système bancaire », www.lamarseillaise.fr/analyses-de-la-redaction/dossier-du-jour/
2. RTBF, 30/03/2016, Grèce : les créanciers ne veulent pas voir la réalité en face, http://www.rtf.be/info/opinions/detail_grece-les-creanciers-ne-veulent-pas-voir-la-realite-en-face?id=9255829
3. Le Soir, 01/04/2016, Après l'Argentine, les fonds vautours s'en prennent à la Belgique, <http://www.lesoir.be/1168964/article/debats/cartes-blanches/2016-04-01/apres-l-argentine-fonds-vautours-s-en-prennent-belgique>
4. Politis, 12/04/2016, Loi travail : le capitalisme veut faire payer sa crise aux travailleurs, <http://www.politis.fr/articles/2016/04/loi-travail-le-capitalisme-veut-faire-payer-sa-crise-aux-travailleurs-34506/>
5. Libération, 03/06/2016, La dette grecque annulée : quand l'intox se fait militante,

- http://www.liberation.fr/desintox/2016/06/03/la-dette-grecque-annulee-quand-l-intox-se-fait-militante_1456895
6. La Tribune, 03/06/2016, Ce canular qui a annoncé l'annulation de la dette grecque, <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/ce-canular-qui-a-annonce-l-annulation-de-la-dette-grecque-576657.html>
 7. Le Soir, 16/06/2016, Un champion de l'évasion fiscale pour évaluer les acteurs de la coopération non gouvernementale !, <http://www.lesoir.be/1240985/article/debats/cartes-blanches/2016-06-16/un-champion-l-evasion-fiscale-pour-evaluer-acteurs-cooperation-non-gouvernemen>
 8. Le Soir, 16/06/2016, Trois ONG en justice avec l'État face à un fonds vautour
 9. Le Soir, 16/06/2016, Comment décoloniser la statue de Léopold II?, <http://www.lesoir.be/1240252/article/debats/cartes-blanches/2016-06-15/comment-decoloniser-statue-leopold-ii>
 10. La Libre, 16/06/2016, Un fonds vautour attaque la loi belge, <http://www.lalibre.be/economie/actualite/un-fonds-vautour-attaque-la-loi-belge-57617dd535708dcfedaf7b89>
 11. L'Écho, 16/06/2016 : « Les ONG belges déclarent la guerre aux fonds vautours » 16/06, p. 7
 12. Les Échos, 30/06/2016, Lutte contre les fonds vautours : les ONG vigilantes, http://www.lesechos.fr/journal20160630/lec2_finance_et_marches/0211079377112-lutte-contre-les-fonds-vautours-les-ong-vigilantes-2010975.php
 13. La Libre Belgique, 01/07/2016, Carton rouge pour le Club de Paris (Carte blanche), <http://www.lalibre.be/debats/opinions/carton-rouge-pour-le-club-de-paris-57754b6235705701fd92ee6d>
 14. La Libre Belgique, 8/10/2016 (voir annexe)
 15. Politis, 20/10/2016 (voir annexe)
 16. Le Soir, 28/10/2016 (voir annexe)
 17. L'Écho, 30/11/2016, Cinquante milliards d'austérité en cinq ans, pour quels résultats?, <http://journal.lecho.be/ipaper/20161130#detail/9836651>
 18. Politis, 01/12/2016, Un front des municipalités contre la dette illégitime se constitue en Espagne, <http://www.politis.fr/articles/2016/12/un-front-des-municipalites-contre-la-dette-illegitime-se-constitue-en-espagne-35895/>
 19. Politis, 21/12/2016, Procès Lagarde, la culpabilité version business class, <https://www.politis.fr/articles/2016/12/proces-lagarde-la-culpabilite-version-business-class-36034/>

Liste des interventions radio et télévision :

1. 31/01/2016 - France Inter : Extractivisme : <http://www.franceculture.fr/emissions/terre-terre/extractivisme-15-trou-story-exploitation-industrielle-des-ressources>
2. 11/02/2016 – RTBF – Matin Première : http://www.rtbf.be/lapremiere/emissions_matin-premiere/nos-rubriques/dossier-de-l-economie/article_quel-est-le-bilan-de-christine-lagarde-a-la-direction-generale-du-fmi?id=9210352&programId=60
3. 29/02/2016 – journal parlé de la RTBF – Eric Toussaint sur l'Argentine : <https://www.rtbf.be/radio/player/lapremiere/journal?d=1&t=1900&r=>
4. 4/03/2016 – Itv de Renaud Vivien à propos de la Tunisie sur la radio Arabel (Bxl) - <http://arabel.radio.net/> - lien de l'itv : <http://cadtm.org/Audio-La-Tunisie-sur-le-point-d>
5. 5/04/2016 – itv de Renaud Vivien sur l'Islande pour Radio Vatican : http://fr.radiovaticana.va/news/2016/04/06/panama_papers_le_premier_ministre_islandais_d%C3%A9missionne/1220540
6. 16/06/2016 – Arnaud Zacharie et Olivier Stein dans le Forum de midi pour parler des fonds vautours et du recours du CNCD, de 11.11.11 et du CADTM : https://www.rtbf.be/auvio/detail_le-forum?id=2119013

Maintien du nombre d'activités relayées par la presse associative et syndicale belge francophone

En 2016, nous constatons bien le maintien de 10 activités relayées dans la presse associative et syndicale belge francophone :

- Tribune CGSP : Janvier 2016
- Imagine : février 2016
- ATTAC-Liège : février/mars 2016
- S!lence : Mai 2016 : Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- Tribune CGSP : Mai 2016
- Contrastes – Équipes Populaires : Juillet-Aout 2016 : Nouvelle gauche en Europe : Casser l'engrenage de l'austérité
- Imagine Spécial 20 ans : Novembre 2016
- ATTAC-Liège : novembre/décembre 2016
- Belgique Wallonie – 16 décembre 2016
- Kairos : Novembre-Décembre 2016

3. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies

Publications et outils de diffusion

→ durant ce programme 2014-2016, le site du CADTM (www.cadtm.org) a subi une refonte totale, sur le fond comme sur la forme, mais aussi au niveau de son fonctionnement : désormais une équipe « éditoriale » veille au respect d'une charte de publication par les différents contributeurs du site. Dans la foulée, le bulletin d'information a également été revu, pour en améliorer la visibilité. Enfin, le magazine du CADTM, les Autres Voix de la Planète (AVP), a également été entièrement repensé. (les premiers numéros ont porté sur les restructurations de dette ; la dette écologique;et enfin la dette sociale).

→ plus de diversité dans les outils utilisés : vidéos sous différentes formes ; audios à écouter en ligne ou à télécharger ; brochures destinées à simplifier le message, à toucher un plus grand nombre et permettre une entrée plus aisée vers nos autres publications ; autocollants, badges, t-shirts, notamment pour les militant/e/s, à leur demande et afin de renforcer le sentiment d'appartenance...

→ ces différentes évolutions ont permis d'améliorer la visibilité du CADTM selon tous les indicateurs objectifs dont nous disposons : fréquentation du site, nombre d'abonnés, nombre de sympathisants et militants participant aux groupes locaux, nombre de militants et sympathisants qui nous apportent leur soutien dans l'organisation et le déroulement de certaines grandes activités (8h contre la dette illégitime, université d'été).

→ sur le programme 2014-2016, le CADTM a publié de nombreux ouvrages et un film :

- *La dette cachée de l'économie*, de Renaud Duterme et Éric de Ruest, aux éditions Les Liens qui Libèrent. Les auteurs sont tous les deux militants du CADTM Belgique. Ce livre traite de la dette écologique.
- *Bancocratie*, d'Éric Toussaint, co-édition ADEN et CADTM.
- *Dette et Extractivisme*, de Nicolas Sersiron, co-édition Utopia e CADTM.

- *Les Chiffres de la dette 2015*, de Pierre Gottiniaux, Daniel Munevar, Antonio Sanabria et Éric Toussaint.
- *Que faire de la dette sociale* (brochure), de Pascal Franchet.
- *Audit citoyen de la dette publique, expériences et méthodes*, de Maria Lucia Fatorelli, co-édition CADTM et CETIM.
- *Dexia. Démocratie Confisquée* (film), réalisé par Valentin Fayet, co-produit par ZinTV, ATTAC et CADTM.
- *La vérité sur la dette grecque, le rapport de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque*, aux éditions Les Liens qui Libèrent.
- *Les Grecs contre l'Austérité*, sous la direction Marie-Laure Coulmin Koutsaftis, aux éditions Le Temps des Cerises.
- *Répondre aux questions qui piquent sur la dette et l'austérité* (brochure), du groupe militant du CADTM Liège.
- *Il faut tuer TINA, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde*, d'Olivier Bonfond, aux éditions du Cerisier.

Tous les ouvrages sont recensés sur cette page (et certains sont disponibles en libre téléchargement) : <http://www.cadtm.org/Livres-DVD-brochures>

Ainsi que les AVP n°61 à 69, voir <http://www.cadtm.org/Revue-Les-autres-voix-de-la>

→ que ce soit pour les publications (livres, brochures, DVD) comme pour les stages de formations, le CADTM Belgique a maintenu sa politique de prix réduits selon les revenus, afin que celui-ci ne soit pas un frein dans l'accès à nos analyses. C'est d'autant plus important que les personnes précarisées constituent un de nos publics-cibles prioritaires, et la crise survenue en Europe a considérablement augmenté leur nombre et aggravé leur situation. En outre, il s'agit d'une véritable volonté du CADTM Belgique de mettre à disposition ses analyses, via ses ouvrages, sa revue ou ses activités, au plus grand nombre. Cette politique de prix différenciés s'applique donc à nos activités payantes et aux abonnements à la revue. Plusieurs de nos événements se font à prix libre. Nous mettons également à disposition sur notre site certains de nos ouvrages en téléchargement libre, en accord avec l'éditeur, ainsi que nos outils pédagogiques.

Organisation et implication des sympathisant-e-s et militant-e-s

→ Les groupes locaux du CADTM Belgique travaillent sur plusieurs axes, dont les principaux sont l'auto-formation, en invitant des personnes ressources par exemple, et la sensibilisation de citoyen/ne/s par l'organisation d'événements en soirée et durant les week-end (débat, projections de documentaires, ...). En 2016, le CADTM comptait une soixantaine de bénévoles en Belgique (une quarantaine au début du programme), dont la majorité est impliquée dans les groupes locaux du CADTM Belgique et/ou d'ACiDe. Les groupes locaux de Liège et de Bruxelles se réunissent régulièrement et organisent des soirées conférence/débat, notamment les Lundis contre la Dette à Liège, une fois par mois, et les Comptoirs de la dette à Bruxelles, environ 3 fois par an. Sont notamment invitées les personnes membres du réseau de passage en Belgique, invitées par le CADTM ou par d'autres organisations partenaires ou collaboratrices.

Le groupe CADTM Luxembourg se maintient et organise régulièrement des réunions d'autoformation et des actions de sensibilisation.

→ Les groupes locaux d'ACiDe représentent une dizaine d'entités aujourd'hui en Belgique, travaillant sur de la recherche et/ou sur de la sensibilisation. Les groupes de Liège et de Bruxelles, dans lesquels le CADTM est fortement impliqué, sont particulièrement actifs : la recherche aboutit à la publication d'analyses et d'articles, ainsi qu'à des interpellations lors de réunions de conseils communaux (le groupe recherche d'ACiDe Liège se rend à chaque réunion du conseil communal pour montrer qu'une veille citoyenne s'exerçait désormais sur les finances communales). Plusieurs actions et outils de sensibilisation ont été mis au point et diffusés par les membres des groupes locaux. Ce fut le cas par exemple de l'outil « budget » qui explique comment fonctionne et ce

qu'implique comme choix le budget de l'État. Faisant partie de la mallette pédagogique « Dette et austérité : les femmes s'en mêlent », cet outil a été réadapté durant l'année 2014 par ACiDe. Les animations ont commencé début 2015 et ont augmenté en 2016.

→ lors des grandes rencontres organisées par le CADTM en Belgique, nous avons grandement amélioré l'implication des sympathisant/e/s et militant/e/s : ils sont désormais nombreux à participer à la fois à la préparation en amont, mais aussi à la logistique sur place et même à l'animation et la modération des ateliers et des conférences. Ainsi, aux 8h Contre la Dette Illégitime à Bruxelles le 4 décembre 2016, la principale plénière d'ouverture était modérée par une jeune militante, ainsi que plusieurs ateliers. En tout, pour cet événement, c'est plus d'une quinzaine de sympathisant/e/s et militant/e/s qui ont apporté un soutien actif au déroulement de l'événement.

→ l'implication des sympathisant/e/s et militant/e/s s'est également beaucoup accrue grâce aux formations, à l'utilisation et à la création d'outils pédagogiques. Sur le programme 2014-2016, plusieurs stages résidentiels de formation aux outils pédagogiques se sont déroulés, avec toujours un très bon niveau de participation et de satisfaction. Cela répondait à une réelle demande, et a permis aux participant/e/s les plus motivé/e/s de nous accompagner par la suite sur des animations. Les sympathisant/e/s et militant/e/s ont aussi été plus impliqué/e/s dans la création de ces outils, par exemple dans le cadre du festival Esperanzah, pour lequel nous préparons chaque année une nouvelle animation. En 2014, une militante a également mis au point une animation qui répondait à un réel besoin d'autres militant/e/s et du CADTM. Aujourd'hui, cette animation, qui s'intitule « comment fonctionnent les banques ? », est utilisée régulièrement par l'équipe d'animation du CADTM et par plusieurs militant-e-s. Tous les outils pédagogiques sont disponibles en ligne, voir <http://www.cadtm.org/Outils-pedagogiques>

Cette dynamique constitue un indéniable renforcement de notre capacité et de notre stratégie en ED et va se poursuivre, notamment à travers deux projets pour le prochain programme : la réalisation de capsules vidéo d'animation sur les créanciers de la Grèce et l'écriture d'un livre : *Le Tour de la dette en 80 questions*.

→ en 2016, le groupe local du CADTM Liège a réalisé, avec le soutien du CADTM Belgique pour la mise en page et la publication, une brochure « Répondre aux questions qui piquent sur la dette et l'austérité » qui est un véritable outil pédagogique qui s'adresse à la fois aux personnes qui souhaitent avoir un éclaircissement, des explications claires sur la dette au Sud comme au Nord, mais aussi pour des animateurs, ou futurs animateurs, qui butent parfois sur des questions précises et enfin pour des personnes qui souhaitent être en mesure de diffuser auprès de leur entourage l'analyse du CADTM. Ce guide a été envoyé aux abonné/e/s de la revue du CADTM. Il est également distribué aux sympathisant/e/s et militant/e/s du CADTM, ainsi que sur nos stands et lors de nos activités.

Elle est également disponible en ligne, voir <http://www.cadtm.org/Les-questions-qui-piquent>

→ enfin, nous tâchons d'impliquer de plus en plus les sympathisant/e/s et militant/e/s dans la communication du CADTM, afin de renforcer le sentiment d'adhésion et d'améliorer la diffusion de notre message. Ainsi, les militant/e/s et sympathisant/e/s sont systématiquement sollicité/e/s pour donner leur avis sur la communication visuelle des événements organisés par le CADTM, comme récemment pour les 8h Contre la Dette Illégitime, mais aussi sur les outils à créer en fonction de leurs préférences : autocollants, flyers, t-shirts, sacs, etc.

Associer les bénévoles bien en amont dans la réalisation de ces supports permet ensuite qu'ils prennent plus facilement en charge leur diffusion.

Les audits de la dette et les campagnes pour l'audit en Europe

→ Les concepts d'audit de la dette et de dette illégitime prennent de plus en plus d'ampleur en Belgique, en Europe et dans le monde, et l'expertise du CADTM sur ces sujets est reconnue et se

développe.

→ En Belgique, le CADTM est à l'origine de la plate forme ACiDe, nous en sommes partie prenante aux côtés d'organisations aux profils divers et de citoyen/ne/s.

→ En Grèce en 2015, suite à l'arrivée au pouvoir de Syriza, le CADTM a été sollicité pour mettre sur pied et coordonner une commission d'audit de la dette publique grecque. Éric Toussaint, président du CADTM Belgique, en a été le coordinateur scientifique, plusieurs membres du CADTM Belgique et d'organisations membres du réseau international CADTM ont fait partie de cette commission. Les rapports de cette commission sont disponibles en ligne : <http://www.cadtm.org/Rapport-preliminaire-de-la>, et ont fait l'objet d'un livre : <http://www.cadtm.org/La-verite-sur-la-dette-grecque,12029>.

→ En Espagne en 2016, des dizaines de municipalités se sont rassemblées pour créer un front uni contre la dette illégitime et exiger la mise en place d'audits citoyens de la dette. Cette initiative, qui a donné naissance au Réseau Municipaliste contre la Dette Illégitime (*Red Municipalista contra la Deuda Ilegítima y los Recortes*), a été rendue possible grâce à l'implication du CADTM Belgique, à la demande de ces municipalités espagnoles et de la PACD, la plate forme d'audit citoyen en Espagne.

4. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

Relations presse en dent de scie

L'accès aux grands médias francophones est compliqué pour le CADTM, qui porte un message et une analyse qui ne sont pas en accord avec le discours « dominant » porté largement par ces mêmes médias. Néanmoins, nous parvenons à faire publier notre analyse, principalement au travers de tribunes d'opinion et de cartes blanches. 2015 fut à ce niveau une année exceptionnelle, due à l'actualité en Grèce et à notre implication dans la commission d'audit. L'actualité autour des fonds voutours a également permis de relayer notre analyse dans plusieurs journaux, mais cela reste assez limité. En conclusion, notre accès aux grands médias francophones dépend beaucoup de l'actualité et de son traitement par les rédactions de ces médias, et cela se reflète beaucoup dans nos résultats concernant cet indicateur, en dents de scie. C'est pourquoi nous sommes très réactifs à l'actualité, car elle représente une porte d'entrée privilégiée dans les colonnes médiatiques.

Performance du site internet sur l'ensemble du programme

Suite à la refonte du site, à l'augmentation de l'exposition du CADTM dans les médias en 2015 et toute une série de facteurs, déjà détaillés dans ce rapport, la fréquentation du site a connu une hausse importante et continue pendant toute la durée du programme. L'indicateur a donc évolué en conséquence.

- Objectif 2014 : 48 000 ; atteint : 47 000
- Objectif 2015 : 47 000 ; atteint : 66 600
→ adaptation de l'objectif, qui passe d'un maintien à une augmentation annuelle de 10 %.
- Objectif 2016 : 73 000 ; atteint : 78 400
→ adaptation de l'objectif, qui passe à une augmentation annuelle de 15 %.

Gestion des listes d'abonnés aux bulletins d'informations

Malgré une fréquentation en hausse de notre site et de nos « profils » sur les réseaux sociaux, ainsi que des indicateurs largement dépassés en 2014 et 2015 (*Augmentation du nombre de citoyens qui*

reçoivent les bulletins électroniques d'information en français du CADTM Belgique), nous n'atteignons pas cet objectif en 2016. Cela s'explique par une lacune technique, révélée lors d'une migration de nos serveurs vers de nouveaux serveurs, plus adaptés, en 2016. Lors de ce changement, un « nettoyage » de nos listes a été effectué, afin de retirer des adresses désactivées qui s'accumulaient. Ce défaut de gestion des listes a été corrigé et l'entretien, automatisé.

- Objectif 2014 : 6602 ; atteint : 6794
- Objectif 2015 : 7052 ; atteint : 8356
- → augmentation de l'objectif
- Objectif 2016 : 9300 ; atteint : 8840
- → réadaptation de l'objectif

5. Leçons tirées de 2016 et du programme

Outils pédagogiques et implication des militant/e/s

Le programme 2014-2016 a vu une grande évolution au niveau de la gestion des outils pédagogiques, en lien avec les sympathisant/e/s et militant/e/s du CADTM Belgique, qui exprimaient une réelle demande dans ce sens au travers des évaluations de nos week-ends résidentiels ou de nos activités autour de ces outils. Nous en avons donc tenu compte et le résultat est tout à fait encourageant (voir au point 3 ci-dessus)

Université d'été, Rencontres d'été, 8h contre la dette illégitime

Les évaluations réalisées systématiquement lors de ces grandes rencontres annuelles nous permettent de nous améliorer d'année en année : différenciation des parcours, ateliers pour « initiés » et pour « néophytes », ateliers participatifs et ateliers *ex cathedra*, implication des militant/e/s, etc. En 2016, une remarque qui revenait régulièrement dans ces évaluations nous a poussé à remplacer les Rencontres d'été, habituellement organisées à La Marlagne sur 2 journées, par les 8h contre la dette, une journée de rencontres, de conférences et d'ateliers à Bruxelles, afin de toucher un public plus large, qui peut moins facilement se déplacer jusque La Marlagne. Et nous tiendrons compte des évaluations de cet événement pour nous améliorer encore pour le prochain programme.

6. Impact et continuité dans le programme 2017-2021

L'OS1 atteint finalement bien son objectif global : on constate une augmentation significative du nombre de participant/e/s à nos activités – nos grandes conférences se déroulent régulièrement à guichet fermé, de même que nos stages résidentiels qui accueillent en moyenne 300 à 350 personnes – et le nombre de bénévoles actifs dans les groupes locaux ou de manière générale à nos côtés dans nos activités est aussi en progression : on compte une soixantaine de bénévoles actifs en Belgique ; sur la durée du programme, 3 ouvrages ont été écrits par des bénévoles, et une brochure a été réalisée par un groupe local ; plus d'une quinzaine de militant/e/s étaient présent/e/s à nos côtés pour nous aider dans l'organisation des 8h Contre la Dette Illégitime le 4 décembre 2016 à Bruxelles. Ce sont pour nous des signaux clairs et encourageants.

Le programme 2017-2021 connaît une évolution importante par rapport au précédent. Désormais, il n'est plus composé que de 2 OS. La logique qui sous tend cette évolution est la suivante : plus que jamais, l'audit de la dette et le concept de dette illégitime restent des outils pertinents pour parvenir à l'abolition des dettes illégitimes au Sud comme au Nord. Il est nécessaire de continuer à les promouvoir auprès des mouvements sociaux et des décideurs politiques y compris lorsque des actes politiques ont déjà été pris. Dès lors ces outils doivent impérativement s'accompagner d'une mobilisation importante et continue de la population en Belgique, qui permettra d'apporter le

soutien nécessaire à la prise de décisions politiques en faveur de l'abolition des dettes illégitimes (en particulier les créances illégitimes détenues par la Belgique) et surtout à leur mise en œuvre effective. (voir la partie générale)

Avec le nouveau programme, nous sommes bien dans une continuité du programme 2014-2016, avec une véritable prise en compte des leçons tirées de ce précédent programme. Nous continuerons ainsi à renforcer notre base militante, et poursuivrons notre objectif d'élargissement du nombre de citoyens et citoyennes en Belgique qui sont informé/e/s de nos activités et qui se mobilisent à nos côtés.

Plusieurs grandes activités sont déjà prévues en ce sens en 2017 : l'Université d'Été du CADTM Europe, les 30 juin, 1 et 2 juillet à La Marlagne, près de Namur ; un week-end de formation aux outils pédagogiques les 20 et 21 mai à Liège ; un second week-end de formation est prévu au 2ème semestre, portant sur d'autres outils ; etc.

7. Tableau

Objectif spécifique 1 : Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde

RÉSULTAT 1 : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé au problème de la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Augmentation du nombre de citoyens belges qui reçoivent les bulletins électroniques d'information en français du CADTM	2013 : 6257	Objectif 2014 : 6602 ; atteint : 6794 Objectif 2015 : 7052 ; atteint : 8356 Objectif 2016 : 9300 atteint : 8840	Au 01/03/17 : 8840 abonnés. L'objectif n'est pas atteint, en raison d'une mauvaise gestion de la liste et d'un changement de serveur. Voir explications ci-dessus (page 21).
Maintien du nombre de citoyens résidant en Belgique consultant le site du CADTM	2013 : 48000	Objectif 2014 : 48000 ; atteint : 4700 Objectif 2015 : 47000 ; atteint : 66650 Objectif 2016 : 73000 atteint : 78400	L'objectif est dépassé pour 2016, puisque nous comptons 78400 visites de citoyens belges sur le site.
Maintien d'une diversité de supports de diffusion utilisés par le CADTM Belgique	2013 : 7	2014 : 7 2015 : 7 2016 : 7	En 2016 nous maintenons l'utilisation de ces 7 supports de diffusion utilisés par le CADTM Belgique.

RÉSULTAT 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Maintien du nombre de stages résidentiels de formation organisés par le CADTM Belgique en Belgique	2013 : 1	2014 : 1 2015 : 1 2016 : 1	En 2016, nous avons maintenu un séminaire résidentiel de formation : les 8h Contre la Dette Illégitime, à Bruxelles le 4 décembre.
Augmentation du nombre de stages de formation organisés en Belgique par les collaborateurs du CADTM Belgique avec sa participation comme expert sur la dette	2013 : 19	Objectif 2014 : 21 ; atteint : 23 Objectif 2015 : 24 ; atteint : 27 Objectif 2016 : 27 ; atteint : 29	En 2016, nous atteignons notre objectif d'augmentation par rapport à 2015.
Pratique de tarifs	2013 : ok	2014 : ok	En 2016, nous avons bien veillé à

différenciés en fonction de la situation socio-professionnelle et économique des citoyens		2015 : ok 2016 : ok	maintenir cette pratique de tarifs différenciés afin d'assurer la participation de tous nos publics-cibles, y compris les précaires, chômeurs, étudiants, ...
---	--	------------------------	---

RÉSULTAT 3 : Les deux grands quotidiens (Le Soir et La Libre Belgique), la presse associative et syndicale belge francophone diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le réseau CADTM

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2015
Maintien du nombre d'analyses du CADTM relayées par les grands médias francophones en Belgique (Le Soir, La Libre, Le Vif, Le Monde, L'Echo, Metro, Belga, RTBF, Bel RTL, TV5, etc.)	2013 : 16	Objectif 2014 : 16 ; atteint : 16 Objectif 2015 : 16 ; atteint : 35 Objectif 2016 : 20 ; atteint 25.	En 2016, cet indicateur est bien atteint. (Voir liste et liens plus haut dans le document, ainsi que les annexes)
Maintien de 10 activités relayées par la presse associative et syndicale belge francophone	2013 : 11	2014 : 11 2015 : 11 2016 : 10	En 2016, nous constatons bien le maintien du nombre d'activités relayées dans la presse associative et syndicale belge francophone.

OS 2 : «LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE, AUX NIVEAUX EUROPÉEN ET INTERNATIONAL, AVANCE L'AUDIT DE LA DETTE ET L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD COMME REVENDICATIONS PRIORITAIRES »

1. Fiche descriptive de l'OS 2

TITRE	LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE, AUX NIVEAUX EUROPÉEN ET INTERNATIONAL, AVANCE L'AUDIT DE LA DETTE ET L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD COMME REVENDICATIONS PRIORITAIRES
OBJECTIF SPÉCIFIQUE	<p>Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, avance l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord comme revendications prioritaires en:</p> <ul style="list-style-type: none"> • inscrivant l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord dans le Top 10 des revendications qui figurent dans les déclarations des rencontres stratégiques du mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international • faisant une Déclaration spécifique sur la dette mentionnant l'audit de la dette et la dette illégitime, lors d'une grande rencontre altermondialiste organisée au niveau international
GROUPE CIBLE	<ul style="list-style-type: none"> • Les partenaires Sud du réseau CADTM • 4 autres réseaux internationaux travaillant sur la dette et les IFI (Jubilé Sud, EURODAD, AFRODAD, LATINDADD) + Jubilé USA • 12 organisations membres du réseau ICAN • Les mouvements sociaux européens et internationaux qui collaborent régulièrement avec le réseau CADTM (comme MMF, ATTAC, Via Campesina) • Les acteurs du mouvement altermondialiste qui participent au processus FSM au sens large incluant les processus « Altersummit » et « Plan B » • Les organisations citoyennes de base issues des mouvements « indignés » (comme les mouvements sociaux la PACD, la PAH en Espagne) • La presse alternative
NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	Le mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international & les citoyens des PED qui bénéficient de politiques d'annulations de dettes illégitimes sans conditionnalités
AUTRES ORGANISATIONS IMPLIQUÉES	Aucune
AUTRES FINANCEMENTS PRÉVUS	Aucun

2. État d'avancement de l'OS 2 : « Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, avance l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord comme revendications prioritaires »

L'OS 2 repose sur 3 résultats :

- **Résultat 1** : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées
- **Résultat 2** : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde
- **Résultat 3** : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde

Au vu des différents indicateurs, l'objectif a bien été atteint en 2016.

a) Concernant le résultat 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées

Nos indicateurs sont les suivants :

Augmentation du nombre de prises de position écrites du CADTM International et des structures continentales du CADTM (Afrique, Asie du Sud, Amérique-latine-Caraïbes et Europe)

29 communiqués ont été publiés en 2016, portant sur la COP22 à Marrakech et la dette écologique, la dette africaine, les conversions de dette tunisienne, les traités de libre-échange et leur lien avec l'endettement public, les fonds vautours, le Club de Paris, la répression d'organisations membres ou de personnes membres du réseau, au Nord comme au Sud, etc...

Tous ces communiqués de presse sont accessibles sur <http://cadtm.org/Communiqués-de-presse>.

Cet objectif est largement atteint, puisqu'il était de 22. *Voir point 4 : adaptations éventuelles.*

Augmentation du nombre de productions du réseau Sud

En 2016, les membres du réseau Sud du CADTM (Afrique, Asie et Amérique Latine) ont produit 92 analyses écrites, publiées sur le site du CADTM.

L'objectif est plus qu'atteint, puisque nous visions une augmentation par rapport à l'année 2015 où le réseau Sud avait produit un total de 58 analyses. *Voir point 4 : adaptations éventuelles.*

Maintien de la diversité des moyens de communication mis à la disposition des membres du réseau

En 2016, nous avons bien maintenu 4 outils de communication interne du réseau :

- 2 **bulletins de liaison du réseau CADTM International** ont été envoyés
- les **mailing-lists** sont actives et entretenues
- les réunions internationales sont maintenues, par **Skype** et par **téléphone**

b) Concernant le Résultat 2 : Les responsables des organisations collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre (19) de responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM qui participent aux Séminaires de formation sur l'audit et la dette illégitime co-organisés en Europe et au Sud par le réseau CADTM

En 2016, cet objectif est bien atteint, puisque l'on compte 25 responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM qui ont participé à l'un de nos séminaires de formation sur l'audit de la dette et la dette illégitime. Cet objectif a été dépassé notamment en raison de la tenue des 8h contre la dette illégitime, qui se sont déroulées à Bruxelles le 4 décembre. Le lieu choisi et la portée que nous avons donné à l'événement a facilité l'implication et la participation de nombreux collaborateurs belges. Cela nous conforte dans l'idée d'organiser à nouveau des séminaires de formation à Bruxelles.

- | | |
|---|---|
| 1. Ecolo J (Belgique) | 14. Barricade (Belgique) |
| 2. ATTAC Wallonie-Bruxelles (Belgique) | 15. Rencontres des Continents (Belgique) |
| 3. ACiDe (Belgique) | 16. FIAN (Belgique) |
| 4. FGTB Wallone (Belgique) | 17. SCI (Belgique) |
| 5. CGSP Cheminot (Belgique) | 18. Corporate European Observatory (Belgique) |
| 6. CNCN (Belgique) | 19. Eurodad (Belgique) |
| 7. D19-20 (Belgique) | 20. REstart (Belgique) |
| 8. Vie Féminine (Belgique) | 21. PSL-LSP (Belgique) |
| 9. Riposte-CTE (Belgique) | 22. Initiative de Solidarité avec la Grèce qui résiste (Belgique) |
| 10. Agir pour la Paix (Belgique) | 23. D-goûter Peeters (Belgique) |
| 11. Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (Belgique) | 24. TTIP Game Over (Belgique) |
| 12. Initiative de Solidarité avec la Grèce qui résiste (Belgique) | 25. Coordination des sans-papiers Bruxelles (Belgique) |
| 13. QUINOA (Belgique) | |

Sur l'ensemble du programme, cet objectif a toujours été atteint.

Maintien de la diversité géographique des responsables d'organisations participant aux séminaires de formation sur l'audit et la dette illégitime co-organisés en Europe et au Sud par le réseau CADTM

Lors des séminaires organisés en 2016 sur l'audit et la dette illégitime, nous avons veillé à maintenir la diversité géographique des participant/e/s. Nous avons compté sur la participation de délégué/e/s d'Europe, d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine.

c) Concernant le Résultat 3 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre de reprises d'articles du réseau CADTM sur les grands sites alternatifs

Sur l'année 2016, nous comptons au moins 455 reprises d'articles sur les grands sites de presse alternative en ligne : Europe Solidaire sans frontière, Mondialisation.ca, Attac, AlterInfo, BastaMag, Rebellion, Mille Babords, ...

Notre objectif étant de 441 reprises, celui-ci est parfaitement atteint.

Maintien du nombre d'ateliers sur l'audit de la dette et la dette illégitime co-organisés par le réseau CADTM lors des rencontres stratégiques du mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international

En 2016, nous avons co-organisés 15 ateliers lors de rencontres stratégiques du mouvement altermondialiste :

- FSM Montréal : 3 ateliers
- Université d'été d'ATTAC France et du CRID : 1 atelier avec Patrick Saurin
- 8h contre la dette illégitime : 7 ateliers
- Plan B Madrid : 1 atelier
- Université d'été d'ATTAC Italie : 1 atelier
- AuditFest (un événement européen complet autour de l'audit de la dette) : 2 ateliers

Cet objectif, qui était exactement de 15, est bien atteint.

Existence d'un site internet mettant en valeur le travail des audits citoyens de la dette et le concept de « dette illégitime » aux niveaux européen et international

Il s'agit du site du réseau ICAN (International Citizen Debt Audit Network) disponible en trois langues, français, anglais et espagnol : www.citizen-audit.net. Il est animé par plusieurs personnes dont un permanent du CADTM Belgique et régulièrement mis à jour. Mentionnons également l'existence du site de l'Observatoire International de la Dette (www.oid-ido.org) en trois langues également, et qui reprend des analyses, dont celles du CADTM, sur l'audit de la dette et les dettes illégitimes à l'international. À noter qu'en 2016, le réseau ICAN s'est réuni à Madrid avec notamment comme point à l'ordre du jour le bilan sur le fonctionnement de ce site et sur les pistes d'amélioration.

3. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies

Le fonctionnement interne du réseau international CADTM et son renforcement au Sud (en Afrique notamment).

→ la mise en place du secrétariat international partagé (SIP) entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc constitue une étape importante dans l'autonomisation des partenaires Sud.

→ cette évolution importante s'avère aujourd'hui fructueuse : l'organisation ATTAC-CADTM Maroc, malgré la répression qu'elle subit de la part des autorités marocaines, s'est renforcée financièrement et structurellement.

→ cette réussite s'exprime au travers de réalisations et d'indicateurs concrets : première université d'été du CADTM Afrique en 2014 et seconde en 2016, augmentation importante du nombre de communiqués provenant du réseau international CADTM (l'élaboration de prises de positions écrites est une tâche partagée dans le cadre du SIP), augmentation significative du nombre de productions émanant du réseau Sud...

→ mentionnons également que les prises de positions d'ATTAC/CADTM Maroc connaissent un écho grandissant dans les médias marocains.

Le réseau international CADTM en Europe

→ le CADTM est invité à participer et à intervenir dans des grandes rencontres comme les rencontres pour un Plan B qui ont eu lieu à Madrid, Paris, Copenhague et Rome.

→ en Espagne, le CADTM a été partie prenante dans la constitution du réseau municipaliste contre la dette illégitime, dans lequel on retrouve des élu/e/s, des représentant/e/s de municipalités, des représentant/e/s et membres d'organisations de la société civile et des mouvements sociaux.

Pour conclure, la reconnaissance de l'expertise du CADTM sur les questions de dette et d'audit est de plus en plus forte.

Le CADTM en Belgique

→ la plateforme ACiDe, audit citoyen de la dette en Belgique, dont le CADTM est l'initiateur, rassemble plus d'une trentaine d'organisations et une dizaine de groupes locaux. Des productions concrètes, sous forme d'analyses, de conférences de presse, d'outils de sensibilisation, d'actions dans l'espace public, de rencontres, etc, ont des répercussions dans les médias et touchent de plus en plus de citoyen/ne/s belges. Mentionnons l'exemple d'ACiDe Verviers, qui suite à une analyse poussée du budget et des dépenses de la commune, a rédigé un texte qui a servi de base pour un communiqué de presse et une action dans l'espace public, avec des retombées dans la presse. Voir : *ACiDe Verviers réclame plus de démocratie budgétaire*, <http://www.auditcitoyen.be/2677-2/>

→ le CADTM est également membre de plusieurs plate formes actives, dans lesquelles il contribue à faire le lien avec la dette et à revendiquer l'annulation des dettes illégitimes, y compris des créances des pays du Sud à l'égard de la Belgique. Parmi ces plate formes : l'alliance D19-20, Acteurs des Temps Présents, Tout Autre Chose...

→ collaboration fructueuse avec le CNCND et son homologue flamand, 11.11.11, notamment dans l'élaboration et dans la stratégie pour faire adopter la loi sur les fonds vautours en 2015, puis désormais dans la défense de cette loi contre le recours déposé en 2016 par le fond vautour NML Capital (voir l'OS3).

4. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

Nombre de communiqués de presse et de productions du réseau Sud

En 2016, ces 2 indicateurs ont été largement dépassés : 29 communiqués, sur un objectif de 20, et 92 productions du réseau Sud, sur un objectif d'environ 60. Ces dépassements sont pour nous le signe d'un réseau particulièrement vivant et actif, dans lequel la décision de partager la responsabilité du secrétariat international entre une organisation du Nord, le CADTM Belgique, et une organisation du Sud, ATTAC-CADTM Maroc, dynamise et rééquilibre les forces.

Par conséquent, nous augmenterons ces indicateurs dans le programme 2017-2021.

5. Leçons tirées de 2016 et du programme

Nous nous sommes appuyés sur l'évaluation externe portant sur le fonctionnement du SIP et sur l'impact des activités internationales menées par le CADTM Belgique. Cette évaluation nous a guidé dans l'amélioration des modalités de mise en place du SI partagé.

Nous avons pris en compte de nombreuses recommandations de cette évaluation pour écrire notre programme 2017-2021. Nous avons par exemple revu la répartition des tâches entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc pour mieux les adapter aux capacités de chacune des organisations, tout en laissant une marge de manœuvre pour des réévaluations futures, via le Conseil International qui se réunit tous les ans, contrairement à l'Assemblée Mondiale du réseau, qui se réunit tous les 3 à 5 ans.

6. Impact et continuité dans le programme 2017-2021

Notre OS2 est donc globalement bien atteint, et pour en attester on peut se référer par exemple au texte de l'assemblée des mouvements sociaux adopté lors du FSM à Tunis¹³, mentionnant clairement la revendication du CADTM : « *Nous luttons pour l'annulation de la dette illégitime et odieuse qui est aujourd'hui un instrument global de domination, de répression et d'asphyxie économique et financière des peuples.* ». Il est aussi tout à fait pertinent de relever la création en 2016 de l'AuditFest, un événement de portée européenne qui s'est déroulé en Espagne, entièrement orienté vers l'audit de la dette¹⁴, l'une des revendications majeures du CADTM, qui a été très largement sollicité dans le déroulement de cet événement.

Dans le programme 2017-2021, l'OS 2 du programme 2014-2016 se retrouve désormais fusionné avec l'OS 3. Il s'agit d'une évolution de notre logique de fonctionnement, qui se veut désormais plus axée sur nos publics cibles. Les OS 2 et 3 du programme 2014-2016 se retrouvent donc dans l'OS 1 du programme 2017-2021 : « *les publics-relais sont informés, sensibilisés et formés sur la dette grâce au travail de recherche de qualité du réseau CADTM mis à leur disposition* ». Au travers de cette nouvelle organisation de notre programme, nous orientons donc notre travail vers les différents publics-relais : le réseau international CADTM, nos partenaires et collaborateurs, les mouvements sociaux et les organisations membres du mouvement altermondialiste, les médias et les décideurs politiques.

Pour mener à bien ce travail, nous utiliserons sensiblement les mêmes outils et techniques, mais dans une approche orientée public relais, avec un objectif global de mobilisation des citoyens et citoyennes ainsi que des décideurs politiques, comme le révèle le titre de notre programme 2017-2021 : « *Des citoyens organisés et des décideurs politiques se mobilisent en faveur de l'audit de la dette et de l'abolition des dettes illégitimes* ».

Il y a donc bien continuité entre les deux programmes, mais une évolution notable dans la logique de fonctionnement. En 2017, le CADTM participera à plusieurs rencontres internationales des mouvements sociaux : Université d'été des mouvements sociaux organisée par ATTAC Europe en France ; Plan B à Lisbonne ; Contre G20 en Allemagne ; etc.

7. Tableau

13 Voir <http://www.cadtm.org/Declaration-de-l-Assemblee-des,11449>

14 Voir <http://www.cadtm.org/AuditFest-une-rencontre-entre>

Objectif spécifique 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, avance l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au sud qu'au nord comme revendications prioritaires

RÉSULTAT 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Augmentation du nombre de prises de position écrites du CADTM International et des structures continentales du CADTM (Afrique, Asie du Sud, Amérique-latine-Caraïbes et Europe)	2013 : 15	Objectif 2014 : 18 ; atteint : 20 Objectif 2015 : 20 ; atteint : 20 Objectif 2016 : 22 ; atteint : 29	En 2016, nous comptons 29 communiqués de presse émanant du réseau CADTM. Tous ces communiqués de presse sont accessibles sur http://cadtm.org/Communiqués-de-presse .
Augmentation du nombre de productions du réseau Sud	2013 : 55	Objectif 2014 : 58 ; atteint : 62 Objectif 2015 : 64 ; atteint : 61 Objectif 2016 : 65 ; atteint : 92	En 2016, nous comptabilisons un total de 92 analyses produites par le réseau Sud du CADTM International.
Maintien de la diversité des moyens de communication mis à la disposition des membres du réseau	2013 : 4	2014 : 4 2015 : 4 2016 : 4	En 2016, nous avons bien maintenu 4 outils de communication interne du réseau : <ul style="list-style-type: none"> • 2 bulletins de liaison du réseau CADTM International ont été envoyés • les mailing-lists sont actives et entretenues • les réunions internationales sont maintenues, par Skype et par téléphone

RÉSULTAT 2 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Maintien du nombre de responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM qui participent aux Séminaires de formation sur l'audit et la dette illégitime co-organisés en Europe et au Sud par le réseau CADTM	2013 : 15	Objectif 2014 : 15 ; atteint : 15 Objectif 2015 : 15 ; atteint : 19 Objectif 2016 : 19 ; atteint : 25	En 2016, nous comptons 25 responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM qui ont participé à l'un de nos séminaires de formation sur l'audit de la dette et la dette illégitime.

Maintien de la diversité géographique des responsables d'organisations participant aux séminaires de formation sur l'audit et la dette illégitime co-organisés en Europe et au Sud par le réseau CADTM	2013 : ok	2014 : ok 2015 : ok 2016 : ok	En 2015, nous comptons bien la participation de délégués d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine.
RÉSULTAT 3 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde			
Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Maintien du nombre de reprises d'articles du réseau CADTM sur les grands sites alternatifs	2013 : 390	Objectif 2014 : 438 ; atteint : 441 Objectif 2015 : 441 ; atteint : 490 Objectif 2016 : 441 ; atteint : 455	Sur l'année 2016, nous comptons au moins 455 reprises d'articles sur les grands sites de presse alternative en ligne.
Maintien du nombre d'ateliers sur l'audit de la dette et la dette illégitime co-organisés par le réseau CADTM lors des rencontres stratégiques du mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international	2013 : 17	2014 : 16 2015 : 15 2016 : 15	En 2016, nous avons co-organisés 15 ateliers lors de rencontres stratégiques du mouvement altermondialiste : FSM Montréal : 3 ateliers Université d'été d'ATTAC : 1 atelier 8h contre la dette illégitime : 7 ateliers Plan B Madrid : 1 atelier Université d'été d'ATTAC Italie : 1 atelier AuditFest : 2 ateliers
Existence d'un site internet mettant en valeur le travail des audits citoyens de la dette et le concept de « dette illégitime » aux niveaux européens et internationaux	2013 : ok	2014 : ok 2015 : ok 2016 : ok	En 2016, ce site existe et est régulièrement mis à jour : www.citizen-audit.org .

OS 3 : LE GOUVERNEMENT BELGE, LES AUTORITÉS EUROPÉENNES ET LES IFI SONT INTERPELLÉS SUR L'AUDIT ET L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD

1. Fiche descriptive de l'OS 3

TITRE	LE GOUVERNEMENT BELGE, LES AUTORITÉS EUROPÉENNES ET LES IFI SONT INTERPELLÉS SUR L'AUDIT ET L'ANNULATION DE LA DETTE ILLÉGITIME TANT AU SUD QU'AU NORD
OBJECTIF SPÉCIFIQUE	Le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI, interpellés par les actes pris par le Parlement fédéral belge et le Parlement européen en faveur de l'audit et l'annulation de la dette illégitime, font des déclarations mentionnant l'audit et la dette illégitime.
GROUPE-CIBLE	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement belge (en particulier les Ministres des finances et de la coopération au développement) • Les Institutions financières internationales (en particulier les représentants de la Belgique à la Banque mondiale et au FMI) • Les autorités européennes (en particulier la Commission européenne et la Banque centrale européenne) • Les parlementaires belges élus au niveau fédéral et les parlementaires européens qui sont à la fois des public-cibles et des personnes-relais
NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	Les 11 millions de citoyens résidant en Belgique et les citoyens des PED qui bénéficient de politiques d'annulations de dettes illégitimes sans conditionnalités
AUTRES ORGANISATIONS IMPLIQUÉES	Aucune
AUTRES FINANCEMENTS PRÉVUS	-

2. État d'avancement de l'OS 3 : « Le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sont interpellés sur l'audit et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord »

L'OS 3 repose sur résultats :

- **Résultat 1** : Les parlementaires belges et européens interpellent le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord
- **Résultat 2** : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

- **Résultat 3** : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique et en Europe interpellent ensemble directement les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Au vu des différents indicateurs, ces 3 résultats ont tous été atteints en 2016.

a) Concernant le Résultat 1 : Les parlementaires belges et européens interpellent le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre (1) de textes portés par des parlementaires, rédigés avec l'expertise du CADTM Belgique, interpellant directement le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et la dette illégitime

Au total, 4 textes ont été écrits dans ce cadre en 2016 :

- **1 question parlementaire** au ministre des finances, M. Van Overtveldt, écrite en collaboration avec le CADTM et posée en commission des finances. Cette question interpellait le ministre sur les créances de la Belgique vis-à-vis de la Grèce, la restructuration de la dette grecque, les bénéfices réalisés par la Belgique dans le cadre des rachats de la dette grecque opérés par la BCE...¹⁵
Les réponses du ministre furent commentées dans un de nos articles publié sur notre site: <http://www.cadtm.org/Grece-quand-le-ministre-belge-des>
- **1 question parlementaire** aux ministres de la coopération et des affaires étrangères sur l'évasion fiscale et l'endettement public en Belgique, écrite en collaboration avec le CADTM.¹⁶
- **1 question parlementaire** au premier ministre, M. Michel, écrite en collaboration avec le CADTM. Cette question portait sur les fonds vautours et particulièrement l'enjeu de promotion de la loi belge à un niveau international.¹⁷
- **1 communiqué de presse**, écrit par une eurodéputée pour soutenir le projet de loi tunisien sur l'audit de la dette. Dans ce texte, l'eurodéputée renvoie clairement au travail du CADTM sur la Tunisie : « *La proposition de loi qui vient d'être déposée en Tunisie est le fruit de nombreuses années de travail de la société civile tunisienne et notamment du CADTM* » (voir : <http://www.cadtm.org/Soutien-a-la-proposition-de-loi>)

Mentionnons également le **Manifeste d'Oviedo**, signé par plus de 700 élu/e/s espagnol/e/s mais aussi eurodéputé/e/s et qui dénonce la dette illégitime résultant des politiques nationales et européennes. Ce texte exige la tenue d'audits de la dette et appelle à la création d'un front uni des municipalités contre la dette illégitime. Voir la version française : <http://www.cadtm.org/Manifeste-d-Oviedo>

De plus, un projet de résolution sur la Banque mondiale et les violations du droit international en matière de droits humains fondamentaux, élaboré avec le CADTM dans le cadre de la campagne « Tous Trompés » menée en partenariat avec plusieurs ONG belges sur la position de la Belgique au

15 Voir : <http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=inqo&language=fr&leftmenu=none&cfm=/site/wwwcfm/search/fiche.cfm?ID=Q5410458&legislat=54&db=INOO>

16 Voir : <http://benoithellings.be/OO%20BH%20Reynders%20Vote%20ONU%20Evasion%20fiscale-CRIV0469.pdf>

17 Question orale, n°14439, 14/10/2016, concernant le suivi du rapport du Conseil consultatif des Droits de l'Homme de l'ONU concernant les fonds vautours.

sein de la Banque mondiale a été déposé en 2016.

Maintien du nombre de séminaires au Parlement fédéral ou au Parlement européen sur l'audit et la dette illégitime

Nous avons activement participé à 2 séminaires en 2016 en tant qu'experts :

- Un séminaire de réflexion et débat a été organisé au parlement européen sur la BCE, le 14 janvier 2016, intitulé : « BCE, le gouvernement non élu »
Un compte-rendu a été publié sur notre site internet : <http://www.cadtm.org/La-BCE-le-gouvernement-non-elu-de.13081>
- Un séminaire de réflexion et débat a été organisée au parlement européen sur l'expérience de l'audit de la dette grecque et le cadre multilatéral pour les restructuration de dettes, avec la participation du réseau CADTM (Belgique et Brésil), le 1er mars 2016, intitulé : « Restructurer les dettes, reconstruire la démocratie ». Des vidéos de ce séminaire ont été publiées sur notre site internet : <http://www.cadtm.org/Videos-Retour-sur-la-seance-du-1er>
À noter que la Commission pour la Vérité sur la dette grecque s'est réunie le 2 mars en marge de ce séminaire pour une réunion de travail interne. Son initiatrice, Zoé Konstantopoulou, ancienne présidente du parlement grec, avait en effet annoncé lors du séminaire la poursuite des travaux de la Commission.

Les interpellations des parlementaires soulignent les liens entre la dette au Sud et au Nord

Pour le séminaire de mars 2016 au parlement européen sur la question des restructurations de la, il y avait des intervenants du Nord (surtout Grèce et Belgique) et du Sud (Brésil, Équateur), notamment dans l'optique de comprendre comment les expériences de ces pays peuvent être intéressantes pour les pays européens. Par exemple, M-L Fattorelli, animatrice de la campagne d'audit citoyen au Brésil (qui est membre du réseau CADTM), forte de son expérience en Amérique du Sud a mis en évidence dans son exposé le parallèle entre la situation grecque actuelle (M-L Fattorelli a pris part à la Commission d'audit grecque) et le Brésil, l'Argentine ou encore l'Équateur des années 90 avec le plan Brady.

La question parlementaire d'un député portant sur les fonds vauvours interpelle le premier ministre sur la défense et la promotion de la loi belge de juillet 2015 qui protège les États du Sud comme du Nord.

b) Concernant le Résultat 2 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre de références à l'audit de la dette et à la dette illégitime dans le plaidoyer politique du CNCD-11.11.11

Nous comptons 1 référence à l'audit de la dette et la dette illégitime dans le plaidoyer politique du CNCD-11.11.11 :

- Un courrier envoyé à C. Michel, D. Reynders et A. De Croo a été signé par le CNCD-

11.11.11. Celui-ci interpellait les ministres sur la question des fonds vautours et de la soutenabilité de la dette. Précisons que ce courrier fut relayé par des parlementaires.

Soulignons par ailleurs que le mémorandum du CNCD-11.11.11, réalisé pour les dernières élections fédérales est valable pour 5 ans et donc pour l'année 2016 comprise. Celui-ci fait mention de la dette du Sud (page 8) et de la dette tunisienne (page 37).¹⁸

Maintien du nombre de références à l'audit de la dette et la dette illégitime dans le plaidoyer politique des réseaux belges auxquels nous appartenons et de nos collaborateurs en Belgique

Dans le sillon de l'avis sur la Banque mondiale, auquel nous avons contribué, un avis relatif à « La gestion de la dette extérieure des pays en développement » a été élaboré en 2016 par le conseil consultatif sur la cohérence des politiques en matière de développement¹⁹, conseil dans lequel siègent plusieurs de nos collaborateurs. Cet avis a intégré plusieurs revendications du CADTM et permettait d'interpeller directement le gouvernement belge sur ces dernières. Le draft de cet avis a même été confié au CADTM en tant qu'expert sur la question.

La plateforme ACiDe a publié en octobre un article intitulé « 50 milliards d'austérité en 5 ans, pour quels résultats ? ». Au-delà d'interpeller le(s) gouvernement(s) belge(s) sur leurs bilans négatifs, ce texte rappelle la nécessité d'un audit et d'une annulation de la dette illégitime.²⁰

Poursuivant sa campagne autour de l'outil « V'la la facture », le collectif du même nom (dont le CADTM est membre) est intervenu lors d'une audition au parlement de la FWB et a mis en avant ses trois revendications principales, à savoir la mise en place d'un audit féministe, l'annulation de la dette illégitime et une fiscalité socialement juste.

Ces plaidoyers soulignent les liens entre la dette du Sud et du Nord

C'est bien le cas pour le Conseil Consultatif sur la cohérence des politiques en matière de développement, dans son avis sur « La gestion de la dette extérieure des pays en développement » En voici un extrait : « *La gestion de la dette souveraine n'est pas un problème spécifique aux pays en développement. Plusieurs États membres de l'Union européenne ont une dette publique insoutenable et sont vulnérables envers la spéculation sur les titres de la dette qui est susceptible d'entraîner une dégradation de leur note financière, une hausse de la prime de risque et des difficultés d'assurer le service de la dette. Un cadre international favorisant la cohérence entre la gestion de la dette et l'atteinte des Objectifs de développement durable serait dès lors également bénéfique pour les pays développés* ».

C'est bien le cas également pour le texte de la plate forme ACiDe. Extrait : « *Les plans d'austérité prescrits aujourd'hui aux pays européens ressemblent à s'y méprendre aux plans d'ajustement structurel imposés depuis trente ans par la Banque mondiale et le FMI aux pays dits pauvres, avec les résultats que l'on connaît : une dette impayable et des peuples entiers dépossédés de leur souveraineté et plongés dans une pauvreté extrême.* »

L'ONG Le Monde selon les femmes a également publié une étude intitulée « Pourquoi les politiques d'austérité touchent davantage les femmes ? » : http://www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils_theories-analyse_recherche-plaidoyer_pourquoi-les-politiques-d-aust-rit-touchent-davantage-les-femmes.htm Une des parties développées fait le parallèle entre situation du Nord et du Sud notamment avec l'application des PAS. Le titre de la partie en question est d'ailleurs très

18 Voir : http://www.cncd.be/IMG/pdf/2014_memorandum_cncd-11.11.11_elections.pdf

19 Voir : http://www.ccpd-abco.be/wp-content/uploads/2016/12/AvisDette_CCPD_FR.pdf

20 Voir : <http://www.auditcitoyen.be/belgique-60-milliards-dausterite-en-7-ans-pour-quels-resultats/>

évoqueur : « Programmes d'ajustement structurel dans les pays du Sud et effets sur les femmes, l'histoire se répète mais en Europe ».

c) Concernant le Résultat 3 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique et en Europe interpellent ensemble directement les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Nos indicateurs sont les suivants :

Maintien du nombre de séances d'interpellation avec les représentants belges aux IFI

Pour rappel, comme signalé dans nos rapports précédents, l'organisation de séance d'interpellation du représentant de la Belgique à la Banque mondiale dépend malheureusement du bon vouloir de ce dernier. Prenant en compte cette difficulté, nous avons réduit en 2014 cet indicateur à une séance par an.

Une telle séance a eu effectivement lieu le 25 octobre 2016 et a été organisée au sein du Parlement fédéral en collaboration avec la société civile. Les sujets d'interpellation ont été préparés collectivement sur base des recommandations émanant de l'avis Banque mondiale issu du conseil consultatif pour la cohérence des politiques développement et auquel le CADTM a contribué. Parmi les points d'interpellations :

- le contrôle parlementaire de la position de la Belgique au sein de la Banque mondiale en associant la société civile
- le rappel des obligations juridiques du représentant belge au sein de la Banque mondiale, notamment eu égard au respect des objectifs de la coopération belge au développement et des engagements internationaux de la Belgique. Ont été soulignés les engagements de la Belgique relatifs aux droits de l'Homme et de développement durable.

Par ailleurs pour pallier au caractère aléatoire de ces séances, nous mobilisons d'autres canaux pour interpellier les représentants belges aux IFI. Ce fut le cas d'une conférence de la CNUCED, à laquelle Renaud Vivien, du CADTM Belgique a participé en octobre 2016. Cette interpellation sur les fonds vultours s'est tenue en présence d'une représentante du ministère des finances de la Belgique, conseillère en matière d'affaires financières européennes et internationales ainsi que des représentants du FMI.²¹

Maintien du nombre (5) de lettres d'interpellation adressées aux IFI et aux autorités européennes et d'articles de presse portant la signature du CADTM Belgique interpellant directement les IFI et les autorités européennes

En 2016, nous comptons 5 lettres ou articles de presse interpellant directement les IFI et les autorités européennes. L'objectif est donc bien atteint :

- Un communiqué sur les conversions de dettes tunisienne - « Conversion de dettes tunisiennes : le CADTM dénonce le cadeau empoisonné de la France et de la Belgique » : <http://www.cadtm.org/Conversion-de-dettes-tunisiennes>
- Un article sur les réponses de la BCE suite à une interpellation - « Grèce : la BCE répond aux questions du CADTM... ou pas » : <http://www.cadtm.org/Grèce-la-BCE-repond-aux-questions>
- Un communiqué du CADTM sur le FMI et la perspective d'une nouvelle crise de la dette au Sud - « Afrique, au secours le FMI revient en force ! » : <http://www.cadtm.org/Afrique-au-secours-le-FMI-revient>
- Une opinion sur le Club de Paris, à l'occasion de son 60ème anniversaire, publiée par la

21 Voir : <http://www.cadtm.org/UNCTAD-organizes-a-side-event-of>

Libre - « Carton rouge pour le Club de Paris » : <http://www.lalibre.be/debats/opinions/carton-rouge-pour-le-club-de-paris-57754b6235705701fd92ee6d>

- Une tribune sur le verdict du procès de C. Lagarde, publié par le site de Politis - « Procès Lagarde : la culpabilité version business class » : <https://www.politis.fr/articles/2016/12/proces-lagarde-la-culpabilite-version-business-class-36034/>

Le CADTM et ses collaborateurs préparent collectivement l'ordre du jour des séances d'interpellation des représentants aux IFI

En vue des séances d'interpellation, les différentes organisations participantes se concertent de manière systématique en vue notamment d'établir l'ordre du jour de ces interpellations.

3. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies

Tout au long du programme 2014-2016, et comme l'illustre la dernière année 2016, un des aspects de notre stratégie d'interpellation politique est la diversification des formes et supports d'interpellation, tels que les questions parlementaires écrites et orales, les résolutions, les communiqués de presse rédigés par les parlementaires, les interventions, les courriers). Cette diversification est un atout pour atteindre nos objectifs.

Ce programme a permis également de nous conforter dans le fait que les parlementaires (aux niveaux nationaux comme européens) sont des relais privilégiés pour interpellier les autorités européennes et les IFIs. Dans cette évolution, les questions parlementaires ont pris une place importante, dans la mesure où elles nous permettent de remplir plusieurs objectifs. En effet, en plus de leur finalité d'interpellation, elles favorisent les collaborations (que ce soit avec des forces politiques et des mouvements sociaux) mais surtout leurs réponses alimentent notre travail de recherche en nous donnant accès à certaines informations.

L'Avis sur « La gestion de la dette extérieure des pays en développement » (qui fait suite à l'Avis sur la « Banque mondiale » rédigé en 2015) élaboré dans le cadre du conseil consultatif sur la cohérence des politiques de développement représente sans conteste une opportunité significative. Rédigé avec nos collaborateurs de la société civile belge aussi bien francophone que néerlandophone ainsi qu'avec des universitaires, cet avis permet d'interpeller directement le gouvernement belge sur nos revendications.

Une des évolutions marquantes de cette année 2016 fut le procès intenté par le fond NML Capital contre l'État belge, réclamant l'annulation de la loi contre les fonds vautour votée à l'unanimité en juillet 2015. Avec le CNCD-11.11.11 et 11.11.11, le CADTM a introduit une intervention volontaire dans cette procédure. À la lumière de cette nouveauté, notre stratégie sur la question des fonds vautours devient alors la défense de cette loi et sa promotion à l'échelle européenne et internationale. Pour se faire, nous avons interpellé d'une part, le gouvernement belge *via* des parlementaires pour l'amener à se positionner explicitement pour la protection de la loi. D'autre part, nous avons mené des interpellations dans un cadre multilatéral (notamment celui des Nations Unies) pour faire du cas belge une référence au niveau international. Nous avons notamment collaboré avec un comité du conseil des droits de l'Homme chargé de rédiger un rapport sur les fonds vautour. Son rapport est sorti en 2016 et fait référence très clairement à la loi belge comme un exemple d'outil de lutte contre les fonds vautours à généraliser. Voir : <http://www.cadtm.org/Fonds-vautours-le-Rapport-Ziegler>

Nous avons participé à des conférences de la CNUCED et sommes en contact permanent avec l'expert de l'ONU sur la dette et les droits humains.

Cette stratégie d'internationalisation de la loi belge passe aussi par un travail de collaboration avec des mouvements travaillant sur la dette en Europe, particulièrement en France et au Royaume-Uni et en Amérique Latine, USA et Afrique.

Notre travail d'interpellation politique sur cette question repose donc à la fois sur le levier national et international, utilisés de manière complémentaire.

4. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

Nos résultats et objectifs ont été atteints pour 2016, année de clôture de ce programme.

Notons toutefois, que nous avons rencontré des difficultés pour interpeller directement les IFIs et ses représentants, si bien que nous avons adapté nos indicateurs en 2014 pour le faire passer de 2 séances à une seule. En 2016, nos craintes se sont confirmées, puisqu'une seule séance d'interpellation a été organisée. Ce qui nous a conforté dans notre choix de ne plus prendre cet indicateur dans notre prochain programme. Pour maintenir notre objectif d'interpellation des IFIs nous utilisons d'autres canaux, tels que le relais parlementaire, comme ce fut le cas avec la campagne « Tous trompés » s'adressant aux représentants de la Belgique au sein de la Banque mondiale ou encore les tribunes que nous parvenons à publier dans la presse.

5. Leçons tirées

Rester réactif à l'actualité

Indéniablement, la réactivité à l'actualité est un atout pour mettre en avant auprès des décideurs politiques les sujets et problématiques sur lesquels nous travaillons depuis des années.

Ainsi, le procès en Belgique sur la question des fonds vautours représente, bon gré mal gré, une opportunité pour faire connaître la loi belge et inciter les autres États et organismes multilatéraux à prendre des dispositions législatives similaires contre ces fonds prédateurs.

Ce procès nous montre aussi que le vote d'une loi n'est pas une fin en soi et qu'il faut maintenir la pression pour défendre la loi mais également en faire la promotion au niveau international. Le CADTM doit donc continuer son travail sur cette thématique.

En ce qui concerne le dossier de la dette tunisienne, le dépôt d'une proposition de loi relative à l'instauration d'une commission d'audit a permis de mettre en avant la situation de la Tunisie dans nos interpellations et notre plaidoyer que nous portons en Belgique et au niveau de l'Union européenne avec nos relais parlementaires. Nous poursuivrons le travail d'interpellation politique, d'autant que, malgré des engagements quant à un audit des créances tunisiennes de la Belgique et l'annulation de leurs parties odieuses et illégitimes, l'action politique se tourne aujourd'hui vers la fausse solution des conversions de dette. Sans aucun doute, mettre en garde sur le danger que représente ces conversions sera un des thèmes de nos travail d'interpellation pour les années à venir toujours sur le dossier tunisien.

Le 60ème anniversaire du Club de Paris a représenté un événement à saisir pour faire sortir de l'ombre cette institution informelle, qui est loin de faire la une des journaux d'ordinaire. (voir partie un sur les résultats du programme).

Interpeller la BCE sur l'audit et la dette illégitime

L'interpellation de la BCE avec une question parlementaire en 2015 s'est avérée fructueuse, car, malgré les délais, les réponses de l'institution apportées en 2016, nous ont permis d'avoir des

informations difficiles d'accès (notamment sur la question des profits réalisés *via* son portefeuille SMP (*Securities Market Programme*)). Ces informations ont ensuite été utilisées dans une question parlementaire à destination du ministre des finances en 2016. Interpeller la BCE est d'autant plus intéressant que cette dernière prend de plus en plus de place sur la scène politique européenne et nationale.

Réaliser une interpellation sur le long terme avec nos collaborateurs et qui fait le lien Nord/Sud

Notre interpellation politique s'inscrit dans la durée et donne des résultats. En effet, les sujets sur lesquels nous avons sollicité les décideurs politiques tout au long de ce programme ne sont pas nouveaux (Grèce, Banque mondiale, Tunisie, fonds vautours, audit...) et s'inscrivent dans une démarche de long terme. Un des points forts de notre travail est donc le suivi donné à ces interpellations politiques. Il ne s'agit pas d'interpeller le ministre ou le représentant sur un sujet et puis passer à autre chose. Notre stratégie est de rebondir sur les réponses et d'utiliser les informations pour irriguer d'autres interpellations.

Notre stratégie de faire le lien entre les situations du Sud et celle du Nord ou encore entre la situation belge et celle d'autres pays européens (Espagne ou Grèce) a payé et nous devons la poursuivre. En lien avec l'Espagne et le front des municipalités contre les dettes illégitimes, le CADTM avec la plateforme ACiDe interpelle les communes belges sur leurs dettes. En 2016, avec le manifeste d'Ovidéo, de nouvelles collaborations se sont créées avec des communes espagnoles. L'échelon communal est un échelon supplémentaire pour mettre en avant nos revendications. Car, plus « proche des citoyen/ne/s », il permet de « populariser » les notions de dette illégitime et d'audit auprès du grand public, d'autant que l'alliance de différents échelons, comme ce fut le cas sur la question des fonds vautour a aussi prouvé son efficacité. Le CADTM veillera donc à bien utiliser à l'avenir tous ces niveaux d'action possibles pour parvenir à ses objectifs.

Nous poursuivrons également nos collaborations avec les mouvements sociaux et l'expert de l'ONU sur la dette et les droits humains.

6. Impact et continuité dans le programme 2017-2021

Notre objectif spécifique n°3 de voir le gouvernement belge, les autorités européennes ou les IFIs faire des déclarations mentionnant les concepts d'audit et de dette illégitime est bien atteint. En atteste une déclaration en 2015 du ministre A. De Croo sur les fonds vautours intitulée " Il faut lutter contre les pratiques irrégulières des fonds vautours".²² De plus, en 2016, un député fédéral a posé une question parlementaire que nous avons co-rédigée sur la conversion de dette tunisienne et ses conditions, en y mentionnant la résolution de 2011 du Sénat belge sur la dette odieuse tunisienne et la proposition de loi tunisienne pour un audit. Dans sa réponse, le ministre des finances mentionne le concept de dette odieuse. Bien qu'il en réfute l'existence, il est tout à fait significatif qu'il utilise cette catégorie. La preuve que les concepts utilisés par le CADTM s'imposent dans les prises de positions des décideurs politiques.

Comme dit précédemment, dans le prochain programme l'interpellation politique serait intégrée à nos deux OS. (cf. partie V. Continuité du programme 2017-2021).

Les différents résultats de notre OS3 étant atteints, comme l'attestent les différents indicateurs, cela permettra d'avoir des impacts positifs sur nos publics cibles à long terme. En effet, en plus d'être sensibilisés aux revendications du CADTM, nos collaborateurs, qu'ils soient des mouvements sociaux ou des parlementaires, sont outillés sur les thématiques de l'audit et la dette illégitime et ce

²² Voir : <http://www.decroo.belgium.be/fr/%C2%AB-il-faut-lutter-contre-les-pratiques-irr%C3%A9guli%C3%A8res-des-fonds-vautours-%C2%BB>

grâce à notre travail sur la durée et au suivi réalisé. Ainsi, ils sont (et vont le devenir de plus en plus) des relais privilégiés, car prennent des initiatives sur l'audit et la dette illégitimes. Ce qui permet d'inscrire notre action dans la durabilité. On l'observe déjà lors de cette dernière année de programme avec par exemple le communiqué de presse d'une eurodéputée mentionnant clairement le CADTM et ses revendications. Idem pour le collectif *V'là la facture* qui porte les revendications d'audit et d'annulation de la dette dans des instances parlementaires.

Ainsi, pour le prochain programme, nos indicateurs ne mesureront plus le nombre de références aux revendications du CADTM dans le plaidoyer de nos collaborateurs, vu qu'ils les mentionnent depuis quelques années maintenant dans leurs analyses et interpellations politiques.

En termes de textes rédigés par des parlementaire écrits avec l'expertise du CADTM, nous avons augmenté nos objectifs et tenu compte des évolutions de ce programme. Un texte de résolution ou loi adopté par parlement fédéral ou européen mentionnant l'audit et la dette illégitime et un texte relayé par un parlementaire mentionnant l'audit et la dette illégitime.

Afin de consolider notre légitimité sur la scène internationale, nous avons retenu comme indicateur le nombre de communications officielles d'organisations internationales mentionnant le CADTM comme référence.

Lors du prochain programme nous poursuivrons notre travail d'interpellation *via* par exemple des questions parlementaires, un séminaire sur l'évolution des définitions des types de dettes (dettes illégales, odieuses, insoutenables, illégitimes), des rencontres entre élu/e/s espagnol/e/s et belges, l'audition du vice-président du comité du conseil des Droits l'Homme ayant rédigé un rapport sur les fonds vautours.

7. Tableau

Objectif spécifique 3 : Le gouvernement belge, les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sont interpellés sur l'audit et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

RÉSULTAT 1 : Les parlementaires belges et européens interpellent le gouvernement belge, les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Maintien du nombre de textes portés par des parlementaires, rédigés avec l'expertise du CADTM Belgique, interpellant directement le gouvernement belge, les autorités européennes et les IFI sur l'audit de la dette et la dette illégitime	2013 : 1	Objectif 2014 : 1 ; atteint : 3 Objectif 2015 : 1 ; atteint : 3 Objectif 2016 : 1 ; atteint : 4	4 textes ont été écrits dans ce cadre en 2016 : 1) Question parlementaire de M. Van Hees à J. Van Overtveldt, ministre des finance concernant la Grèce 2) Question parlementaire de B. Hellings à MM. A. De Croo et D. Reynders, respectivement ministre de la coopération et des affaires étrangères, concernant : l'évasion fiscale et l'endettement public. 3) Question parlementaire de G. Gilkinet à M. Michel, premier ministre, concernant les fonds vautours. 4) Communiqué de presse de M-C Vergiat en soutien au projet de loi Tunisien sur l'audit.
Maintien du nombre de séminaires au Parlement fédéral ou au Parlement européen sur l'audit et la dette illégitime (en invitant les représentants du gouvernement belge, des IFI et des autorités européennes)	2013 : 1	Objectif 2014 : 1 ; atteint : 1 Objectif 2015 : 1 ; atteint : 1 Objectif 2016 : 1 ; atteint : 2	Nous avons participé à 2 séminaires dans ce cadre en 2016 : 1) un séminaire de réflexions et de débats au Parlement européen sur la BCE 2) un séminaire de réflexions et de débats au Parlement européen sur les restructurations de dette et l'expérience d'audit grecque.
Les interpellations des parlementaires soulignent les liens entre la dette au Sud et au Nord	2013 : ok	Objectif 2014 : ok ; atteint : ok Objectif 2015 : ok ; atteint : ok Objectif 2016 : ok ; atteint : ok	Lors du séminaire sur les restructurations de dette grecque, les intervenants provenaient à la fois de pays du Nord et du Sud leur permettant ainsi de faire le lien entre les situations actuelles des pays européens, notamment les pays de la périphéries (Grèce, Espagne...) avec celle des pays latino-américains dans les années 90. La question parlementaire du député B. Hellings sur les fonds vautours rappelle

			l'objectif de défendre et promouvoir la loi belge qui protège les Etats du Sud comme ceux du Nord.
--	--	--	--

RÉSULTAT 2 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Maintien du nombre de références à l'audit de la dette et à la dette illégitime dans le plaidoyer politique du CNCD-11.11.11	2013 : 1	Objectif 2014 : 1 ; atteint : 2 Objectif 2015 : 1 ; atteint : 2 Objectif 2016 : 1 ; atteint : 1	Nous comptons bien 1 référence à l'audit de la dette et à la dette illégitime dans le plaidoyer du CNCD-11.11.11 : <ul style="list-style-type: none"> le courrier sur la soutenabilité de la dette et les fonds vautours
Maintien du nombre de références à l'audit de la dette et la dette illégitime dans le plaidoyer politique des réseaux belges auxquels nous appartenons et de nos collaborateurs en Belgique	2013 : 1	Objectif 2014 : 1 ; atteint : 2 Objectif 2015 : 1 ; atteint : 2 Objectif 2016 : 1 ; atteint : 3	Nous en comptabilisons 3 : <ul style="list-style-type: none"> avis dette plateforme AciDe collectif « V'là la Facture »
Ces plaidoyers soulignent les liens entre la dette du Sud et du Nord	2013 : ok	Objectif 2014 : ok ; atteint : ok Objectif 2015 : ok ; atteint : ok Objectif 2016 : ok ; atteint : ok	Une étude de l'ONG Le Monde selon les femmes a été publiée sur l'impact des politiques d'austérité sur les femmes, avec une partie intitulée : « Programmes d'ajustement structurel dans les pays du Sud et effets sur les femmes, l'histoire se répète mais en Europe ».

RÉSULTAT 3 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs en Belgique et en Europe interpellent ensemble directement les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sur l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2016
Maintien du nombre de séances d'interpellation avec les représentants belges aux IFI	2013 : 2	Objectif 2014 : 2 ; atteint : 1 Objectif 2015 (revu à la baisse) : 1 ; atteint : 2 Objectif 2016 : 1 ; atteint : 1	Nous sommes parvenus cette année à obtenir 1 séance d'interpellation avec les représentants belges aux IFI. Pour rappel, ces séances ne dépendent que du bon vouloir de ces représentants.
Maintien du nombre de lettres d'interpellation	2013 : 5	Objectif 2014 : 5 ; atteint : 6 Objectif 2015 : 5 ;	En 2016, nous comptons 5 lettres ou articles de presse interpellant directement les IFI et les autorités

<p>adressées aux IFI et aux autorités européennes et d'articles de presse portant la signature du CADTM Belgique interpellant directement les IFI et les autorités européennes</p>		<p>atteint : 6 Objectif 2016 : 5 ; atteint : 5</p>	<p>européennes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Un communiqué sur conversion de dette tunisienne - « Conversion de dettes tunisiennes : le CADTM dénonce le cadeau empoisonné de la France et de la Belgique » 2) Un article sur réponses de la BCE suite à une interpellation - « Grèce : la BCE répond aux questions du CADTM... ou pas » 3) Un communiqué du CADTM sur le FMI et la perspective d'une nouvelle crise de la dette au Sud - « Afrique, au secours le FMI revient en force ! » 4) Une opinion sur le Club de Paris, à l'occasion de son 60ème anniversaire, publiée par la Libre - « Carton rouge pour le Club de Paris » 5) Une tribune sur le verdict du procès de C. Lagarde, publié par le site de Politis - « Procès Lagarde : la culpabilité version business class »
<p>Le CADTM et ses collaborateurs préparent collectivement l'ordre du jour des séances d'interpellation des représentants aux IFI</p>	<p>2013 : ok</p>	<p>Objectif 2014 : ok ; atteint : ok Objectif 2015 : ok ; atteint : ok Objectif 2016 : ok ; atteint : ok</p>	<p>En vue des séances d'interpellation, des réunions de travail préparatoires sont systématiquement organisées entre les différentes organisations participant-e-s, pendant lesquelles l'ordre du jour est établi collectivement.</p>